

Instrument Financier
FOSTER II / Région Occitanie

*CONTRIBUTION AVEC PARTAGE DES RISQUES
POUR LE FINANCEMENT DES JEUNES ENTREPRISES INNOVANTES*

APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT OUVERT

AFIN DE SÉLECTIONNER UN OU PLUSIEURS INTERMÉDIAIRES FINANCIERS
(Publié le 28.03.2023)

L'objectif de cet appel à manifestation d'intérêt ouvert (« **Appel** »), lancé par le Fonds Européen d'Investissement (« **FEI** »), est de sélectionner une ou plusieurs institutions qui deviendront des Intermédiaires Financiers d'un produit de contribution avec partage des risques d'un portefeuille (la « **Contribution** ») destiné à être mis en œuvre par le FEI dans le cadre du Fonds Occitanie de Soutien Territorial aux Entreprises Régionales (FOSTER II), tel que décrit ci-dessous.

Toutes les manifestations d'intérêt pour la Contribution dans le cadre de FOSTER II qui seront soumises au FEI devront être conformes à cet Appel.

Tous les termes et expressions commençant par une majuscule auront la signification qui leur est attribuée dans le présent document d'Appel, y compris ceux pouvant être définis dans les Termes et Conditions Indicatifs pour la Contribution annexés aux présentes, le cas échéant.

Ces documents et informations sont indicatifs, non contraignants, sont publiés à titre informatif et peuvent faire l'objet de modifications. Aucune des informations contenues dans le présent document ne constitue un engagement de la part du FEI.

En complément de ce document explicatif, l'Appel contient également les documents suivants :

- Annexe I: Manifestation d'Intérêt qui devra être complétée par les Soumissionnaires et qui comprend les Parties 1 à 4 (le tableau Excel pour la Pré-sélection est inclus dans cette section) ;
- Annexe II: Termes et Conditions Indicatifs pour la Contribution (et qui comprend les Appendices A et B) ;
- Annexe III : Informations requises lors de la Pré-sélection ;
- Annexe IV : Conditions de confidentialité.

1. Introduction

Selon les préconisations et conclusions de l'évaluation ex ante intitulée « *Evaluation ex-ante des instruments financiers de la Région Occitanie 2021-2027* » réalisée par la BEI avec l'appui du cabinet de conseil EY et finalisée en Juillet 2021, la Région Occitanie prend acte de l'existence d'une défaillance du marché en matière d'accès au financement des petites et moyennes entreprises (« **PME** »).

A titre d'instrument pour traiter la défaillance de marché mise en évidence par l'Evaluation ex-ante, la Région Occitanie confie au FEI la création d'un fonds de participation (le « **Fonds de Participation** » ou « **FP** ») au sens de l'article 2(20) du RPDC (tel que cet acronyme est défini ci-dessous) en vue de pallier la défaillance de marché susvisée. Le FP doit permettre de faciliter l'accès au financement aux Bénéficiaires Finaux identifiés par des Intermédiaires Financiers sélectionnés, engagés dans la poursuite des objectifs du Programme FEDER-FSE+ Occitanie 2021-2027 (le « **Programme** ») par la mise en place d'un ou de plusieurs instruments financiers dont un produit de contribution avec partage des risques d'un portefeuille de prêts (l'« **Instrument Financier** » ou « **FOSTER II** »).

2. Définitions et Interprétations

Dans cet Appel, à moins qu'ils ne soient expressément définis d'une manière différente, les termes en majuscule auront la signification suivante :

Accord de Contribution	désigne un accord conclu entre un Intermédiaire Financier et le FEI concernant un Instrument Financier sur la base de cet Appel et des résultats du processus de sélection décrit ci-dessous.
Activités Ciblées	désigne (i) les activités criminelles telles que le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme, les délits, délinquance fiscale ou infractions fiscales (tels que la fraude et l'évasion fiscale); et (ii) les pratiques de montages artificiels visant à l'évasion fiscale.
Appel	a la signification qui lui est donnée au premier paragraphe du présent document.
BEI	désigne la Banque Européenne d'Investissement.
Contribution	a la signification qui lui est donnée au premier paragraphe du présent Appel et qui est décrit en Annexe II de cet Appel.
Date-Limite	désigne 15 / 06/ 2023 ou une date différente telle qu'annoncée officiellement sur le site Internet du FEI.

Déclaration de Protection des Données	désigne la déclaration du FEI sur les opérations de traitement des données personnelles des Soumissionnaires et des Intermédiaires Financiers, telle que publiée sur le site Internet du FEI : http://www.eif.org/attachments/eif_data_protection_statement_financial_intermediaries_due_diligence_en.pdf
Entité Participante	désigne, dans le cas où une Manifestation d'Intérêt conjointe est soumise couvrant le Soumissionnaire et au moins un Intermédiaire Financier potentiel supplémentaire, chaque Intermédiaire Financier potentiel supplémentaire couvert par cette manifestation conjointe.
FEI	a la signification qui lui est donnée au premier paragraphe du présent Appel.
Fonds Européen de Développement Régional ou « FEDER »	désigne le Règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif "Investissement pour la croissance et l'emploi".
Groupe BEI	désigne le Groupe BEI constitué par la BEI et le FEI.
Intermédiaire Financier (« IF »)	désigne un établissement de crédit, un établissement financier, un fonds d'investissement (y compris des entités à objet spécial), des gestionnaires de fonds ou autre intermédiaire financier, public ou privé, choisi par le FEI conformément au présent Accord en vue de la mise en œuvre d'un Instrument Financier.
Juridiction non conforme (« JNC »)	désigne une juridiction <ul style="list-style-type: none"> a) figurant à l'annexe I des conclusions du Conseil Européen sur la liste révisée de l'UE des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales, adoptées par le Conseil européen lors de sa réunion du 12 mars 2019 ; b) énumérée à l'annexe du Règlement Délégué (UE) 2016/1675 de la Commission du 14 juillet 2016 complétant la Directive (UE) 2015/849 du Parlement Européen et du Conseil par le recensement des pays tiers à haut risque présentant des carences stratégiques, c) figurant dans la liste OECD/G20 des juridictions qui n'ont pas mise en œuvre de manière satisfaisante les normes de transparence fiscale ; d) classée comme "partiellement conforme" ou "non conforme" (y compris les classifications provisoires correspondantes) par l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques et son Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales pour les besoins de la norme internationale sur l'échange de renseignements sur demande ; e) incluse dans la déclaration du Groupe d'Action Financière « Juridictions à Haut Risque faisant l'objet d'un Appel à l'Action » ; ou

	<p>f) incluse dans la déclaration du Groupe d'Action Financière « Juridictions sous Surveillance Accrue ».</p> <p>L'Intermédiaire Financier ne doit pas être établi dans une Juridiction Non-Conforme, à moins que l'opération ne soit physiquement mise en œuvre dans la Juridiction Non-Conforme concernée et qu'elle ne comporte aucun élément qui laisse à penser qu'elle soutient des actions contribuant aux Activités Ciblées.</p> <p>Veillez consulter le FAQ¹ sur le site Web de la BEI pour les listes de référence les plus récentes des Juridictions Non-Conformes ou vous renseigner auprès du FEI pour obtenir la confirmation du statut de Juridiction Non-Conforme.</p>
Manifestation d'Intérêt	désigne la manifestation envoyée au FEI par un Soumissionnaire en réponse à cet Appel, au plus tard à la Date-Limite et rédigée conformément au modèle prévu en Annexe I de cet Appel.
Opération	désigne une transaction conclue entre le FEI et un Intermédiaire Financier au titre d'un Accord de Contribution.
Région	désigne le territoire composé des départements suivants : l'Ariège (09), l'Aude (11), l'Aveyron (12), le Gard (30), la Haute-Garonne (31), le Gers (32), l'Hérault (34), le Lot (46), la Lozère (48), les Hautes-Pyrénées (65), les Pyrénées-Orientales (66), le Tarn (81), le Tarn-et-Garonne (82).
Règlement Portant Dispositions Communes ou « RPDC »	désigne le règlement portant dispositions communes (UE) n° 2021/1060 du 24 juin 2021 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds "Asile, migration et intégration", au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas.
Soumissionnaire	désigne une entité qui répond au présent Appel en tant que potentiel Intermédiaire Financier
Termes et Conditions Indicatifs pour la Contribution	désigne les termes et conditions indicatifs de la Contribution, tels qu'ils figurent à l'Annexe II du présent Appel

¹ <https://www.eib.org/fr/about/compliance/tax-good-governance/faq.htm>

3. Intermédiaires Financiers

Cet Appel est adressé et limité aux Intermédiaires Financiers qui s'engagent à soutenir les Bénéficiaires Finaux pour leurs investissements localisés sur le territoire de la Région Occitanie.

Les Soumissionnaires et les Entités Participantes, y compris les dirigeants des Intermédiaires Financiers, doivent :

- a) déclarer qu'à la date à laquelle la demande est présentée, ils ne se trouvent dans aucune des situations d'exclusion décrites à l'Annexe I, selon le cas, du présent Appel ;
- b) se conformer aux normes et aux législations internationales et européennes applicables, le cas échéant, en matière de prévention du blanchiment d'argent, de lutte contre le terrorisme, de fraude fiscale, d'évasion fiscale et de montages artificiels visant à l'évasion fiscale ;
- c) ne pas être établis dans une Juridiction Non-Conforme, à moins que l'opération ne soit physiquement mise en œuvre dans la Juridiction Non-Conforme concernée et qu'elle ne comporte aucun élément qui laisse à penser qu'elle soutient des actions contribuant aux Activités Ciblées ;
- d) ne pas être une Personne Sanctionnée².

La Politique antifraude du Groupe BEI³, la Politique du Groupe BEI vis-à-vis des juridictions faiblement réglementées, non transparentes et non coopératives et relative à la bonne gouvernance fiscale (Politique du Groupe BEI en matière de JNC)⁴, la Politique du Groupe BEI en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (Politique du Groupe BEI en matière de LCB-FT)⁵, la Politique du FEI en matière de Transparence⁶, les Lignes directrices relatives aux Secteurs Réglementés du FEI⁷, les Principes du FEI en matière environnementale, sociale et de gouvernance⁸ et la Politique de signalement du Groupe BEI⁹, s'appliquent à tous les Accords de Contribution conclus dans le cadre de l'Instrument Financier.

² Dans le cadre de ses vérifications, l'EIF analysera et exclura tout soumissionnaire si lui-même ou un de ses bénéficiaire ultimes / personnes clefs fait l'objet de mesures restrictives par les Nations Unies, l'Union Européenne, l'OFAC ou le Royaume-Uni (sanctions) eu égard à l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine.

³ https://www.eib.org/attachments/publications/eib_group_anti-fraud_policy_fr.pdf

⁴ https://www.eib.org/attachments/strategies/eib_group_ncj_policy_fr.pdf

⁵ https://www.eib.org/attachments/strategies/eib_group_aml_cft_policy_fr.pdf

⁶ https://www.eif.org/news_centre/publications/eif-transparency_policy_01022016.pdf

⁷ https://www.eif.org/attachments/publications/about/2010_Guidelines_on_restricted_sectors.pdf

⁸ https://www.eif.org/news_centre/publications/esg-principles.htm

⁹ <https://www.eib.org/en/publications/eib-group-whistleblowing-policy>

Le Groupe BEI s'est engagé à poursuivre une politique rigoureuse de lutte contre l'évasion et la fraude fiscale, ainsi que contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Toutes les Opérations du FEI sont évaluées conformément aux normes relatives au processus de due diligence préconisé par la Politique du Groupe BEI en matière de LCB-FT et la Politique du Groupe BEI en matière de JNC. Les Opérations présentant des liens avec une JNC font l'objet de mesures de vigilance renforcées afin de déterminer si :

- (i) les niveaux de transparence et d'intégrité de l'opération concernée sont satisfaisants pour le Groupe BEI (en particulier, la ou les contreparties contractantes et leurs bénéficiaires effectifs doivent être clairement identifiés),
- (ii) la ou les contreparties contractantes peuvent fournir des explications plausibles pour justifier du lien avec la JNC ou
- (iii) s'il existe un risque que l'opération soit (ou puisse être) détournée à des fins d'Activités Ciblées selon la Politique du Groupe BEI en matière de JNC.

Les mesures de vigilance renforcée peuvent prendre en compte, en fonction du risque et le cas échéant, les éléments pertinents de la Boîte à Outils de Lutte contre l'Evasion Fiscale figurant à l'Annexe 1 de la Politique du Groupe BEI en matière de JNC.

Tous les Soumissionnaires sont donc informés par la présente que, dans le cadre du processus de due diligence du FEI en matière d'intégrité fiscale, des informations sur la structure de détention complète de la contrepartie contractante, y compris tous les Bénéficiaires Effectifs¹⁰ directs/indirects (ou réputés contrôlant) 10 % (ou plus), peuvent être demandées et que des questions supplémentaires peuvent être posées dans le cadre de ce processus.

Pour plus d'informations, veuillez consulter la FAQ sur la Politique du Groupe BEI en matière de JNC¹¹.

4. Procédure de soumission

Les Soumissionnaires intéressés devront soumettre, avant la Date-Limite, par courrier électronique adressé au FEI, une Manifestation d'Intérêt formelle sous un format PDF dûment signé à l'adresse suivante :

foster2@eif.org

¹⁰ « Bénéficiaire Effectif » désigne la propriété ou le contrôle ultime d'une personne selon la définition de "bénéficiaire effectif" énoncée à l'article 3(6) de la Directive 2015/849 du Parlement Européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme (telle que modifiée, complétée ou reformulée), étant précisé que, pour les besoins du présent Contrat, (i) s'agissant de l'Intermédiaire Financier, le seuil de propriété effective est fixé à 10% ; et (ii) s'agissant des Bénéficiaires Finaux établis dans l'Union Européenne, le seuil de propriété effective correspond au seuil fixé par les lois et règlements mettant en œuvre ladite Directive. S'agissant des Bénéficiaires Finaux établis en dehors de l'Union Européenne, la propriété effective désigne la propriété ou le contrôle ultime d'une personne selon la définition de "bénéficiaire effectif" énoncée dans les recommandations et standards du Groupe d'Action Financière (telles que modifiées, complétées ou reformulées), étant précisé que, pour les besoins d'un Accord de Contribution, le seuil de propriété effective est fixé à 25%.

¹¹ <https://www.eib.org/fr/about/compliance/tax-good-governance/faq.htm>

La date de la Manifestation d'Intérêt du Soumissionnaire correspond à la date de réception de l'email par le FEI. Pour éviter toute ambiguïté, les candidatures ne doivent être soumises que par courrier électronique. Le FEI n'accepte pas les candidatures sous format papier.

La Manifestation d'Intérêt devra être soumise au FEI sous la forme spécifiée en Annexe I. Il est à noter que les institutions financières peuvent se regrouper, s'agissant de FOSTER II, en soumettant une Manifestation d'Intérêt conjointe. Une seule entité coordinatrice agira en qualité de Soumissionnaire au titre de cette Manifestation d'Intérêt. Le Soumissionnaire soumettra sa demande au nom et pour le compte des Entités Participantes et devra indiquer au FEI les modalités de cette soumission conjointe. Après sélection de cette demande conjointe, un Accord de Contribution pourra être signé avec le Soumissionnaire et les Entités Participantes ou, de manière alternative, des Accords de Contribution distincts pourront être signés avec le Soumissionnaire et chaque Entité Participante. La décision finale sur la forme du (des) Accord(s) de Contribution sera prise à la discrétion du FEI, compte tenu de la nature des Opérations sous-jacentes.

Un accusé de réception sera envoyé par le FEI aux Soumissionnaires concernés par e-mail confirmant que la Manifestation d'Intérêt a été reçue avant la Date-Limite. La Manifestation d'Intérêt ne sera considérée comme effective qu'après l'envoi de cet accusé de réception.

L'accusé de réception ne devra pas être interprété comme constituant une déclaration de l'exhaustivité de la Manifestation d'Intérêt et des documents qui y sont joints, ni comme une évaluation ou acceptation de ces derniers.

Chaque Manifestation d'Intérêt devra :

- être envoyée par e-mail sous un format PDF dûment signé à l'adresse suivante : foster2@eif.org ;
- indiquer dans l'objet de l'e-mail : "FOSTER II - Appel à Manifestation d'Intérêt [veuillez SVP insérer le nom du Soumissionnaire]" ; et
- être rédigée en français ou en anglais ;
- contenir l'ensemble des documents pertinents (y compris une copie scannée de la Manifestation d'Intérêt dûment complétée et signée).

Le FEI se réserve le droit, à tout moment, de demander des précisions ou des compléments d'information relatifs à une soumission, de vérifier auprès de tout Soumissionnaire ou tiers toute information figurant dans une soumission.

Les Soumissionnaires pourront retirer, de la même manière qu'ils l'ont soumise, c'est-à-dire via e-mail, leur Manifestation d'Intérêt à tout moment du processus de sélection.

Le FEI se réserve le droit, à tout moment :

- d'apporter des modifications à l'Appel, au processus de sélection ou aux termes, dates et délais ;
- de remplacer l'Appel par un autre appel à manifestation d'intérêt ;
- d'annuler l'Appel dans son intégralité.

Toutes les données à caractère personnel communiquées par les Soumissionnaires sont traitées par le FEI conformément à sa Déclaration de Protection des Données et au Règlement (UE) 2018/1725 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du

traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, tel que modifié de temps à autre¹².

5. Procédure de sélection

Les Soumissionnaires¹³ seront sélectionnés sur la base des politiques et procédures applicables au FEI, telles qu'adaptées ou modifiées de temps à autre. Le FEI réexamine régulièrement ses lignes directrices et procédures, tant dans le cadre d'examens annuels réguliers que dans le cadre des développements du Groupe BEI, par exemple en ce qui concerne les normes de Conformité du Groupe.

Le FEI évalue les demandes sur la base du principe du "premier arrivé, premier évalué", selon une analyse et un jugement professionnel, en tenant compte des objectifs et des termes (réf. Termes et Conditions Indicatifs pour la Contribution) de FOSTER II. Les Soumissionnaires seront sélectionnés en tenant dûment compte des principes généraux de transparence, d'égalité de traitement et la non-discrimination tout en évitant les conflits d'intérêts et en conformité avec les politiques, règles, procédures et statuts et conformes aux meilleures pratiques du marché.

Le processus de sélection de chaque Soumissionnaire comprend généralement les étapes décrites ci-après (voir ci-dessous), sous réserve que chaque étape précédente se soit conclue par un résultat positif. Le FEI se réserve le droit de sauter des étapes dans le processus de sélection ou d'effectuer une pré-sélection ou un processus de due diligence simplifié pour les Intermédiaires Financiers figurant dans le portefeuille du FEI et dans la mesure où le FEI détient déjà les informations nécessaires. Ce droit sera exercé à la discrétion du FEI.

Etape 1: Pré-sélection

Etape 2: Due diligence

Etape 3: Processus d'Approbation

Etape 4: Négociation et signature de l'Accord de Contribution

Le processus de sélection comprend une évaluation par le FEI de la performance attendue et de l'adéquation de la proposition de mise en œuvre, comme indiqué aux étapes pertinentes du processus de sélection.

Sur la base de l'évaluation qui a été effectuée du Soumissionnaire, de la performance attendue et de son adéquation de la proposition de mise en œuvre, le FEI décidera si une proposition peut bénéficier d'un soutien au titre de FOSTER II.

L'Etape 1 consiste en une évaluation préliminaire/une présélection afin de déterminer si la proposition peut être mise en œuvre.

Les Manifestations d'Intérêt seront évaluées selon les critères de l'Appel à Manifestation

¹² [eif_data_protection_statement_financial_intermediaries_due_diligence_en.pdf](#)

¹³ La référence aux Soumissionnaires dans cette section inclut tout Intermédiaire Financier du FEI existant, le cas échéant.

d'Intérêt et en fonction des ressources budgétaires disponibles au titre de cette Contribution au moment de la sélection.

La présélection comprend les trois phases suivantes :

1. Phase de présélection 1 : évaluation formelle de la Manifestation d'Intérêt;

Le FEI va évaluer si la Manifestation d'Intérêt a été envoyée dans les temps impartis et préparée en conformité avec les dispositions du présent Appel. Par ailleurs, la Manifestation d'Intérêt doit :

- Être préparée en tenant compte des informations incluses dans l'Appel ;
- Être dûment signée, y compris les déclarations et engagements du Soumissionnaire incluses dans l'Annexe 1 de la Manifestation d'Intérêt et celles de la Partie 2 de la Manifestation d'Intérêt ; et
- Être envoyée dans les délais impartis.

Le Soumissionnaire (et chaque Entité Participante dans le cas d'une Manifestation d'Intérêt conjointe) va être également analysé. Le Soumissionnaire doit :

- Avoir la capacité légale et être autorisé à exercer son activité sur le territoire de la Région Occitanie dans le cadre réglementaire applicable, et notamment à être habilité à effectuer les tâches d'exécution nécessaires pour implémenter l'Instrument Financier;
- Avoir déclaré être en conformité avec toutes les exigences de l'Appel, y inclus les représentations de l'Annexe 1 ;
- Avoir répondu de manière satisfaisante à toutes les informations requises dans l'Appel.

Les Manifestations d'Intérêt qui ne sont pas conformes aux critères formels d'évaluation sont rejetées. Dans le cas des Manifestations d'Intérêts conjointes, si le Soumissionnaire ou toute Entité Participante couvert par la Manifestation d'Intérêt ne respecte pas les critères formels d'évaluation, la Manifestation d'Intérêt est rejetée dans son ensemble.

2. Phase de présélection 2 : évaluation qualitative de la Manifestation d'Intérêt ;

Lors de l'évaluation qualitative, le FEI évaluera la qualité globale de la Manifestation d'Intérêt. Spécifiquement, le FEI analysera l'adéquation de la proposition de mise en œuvre de l'Instrument Financier par référence à l'expérience et la capacité du Soumissionnaire de financer ou faciliter le financement des TPE et PME, compte tenu des volumes proposés. Le FEI évalue cette capacité en se fondant notamment sur l'historique du Soumissionnaire en matière d'octroi des prêts aux bénéficiaires finaux, y compris la gestion d'opérations soutenues par le FEI. Entre autres, le FEI analysera également la qualité et crédibilité/vraisemblance de la proposition de mise en œuvre de l'Instrument Financier, avec un accent particulier sur le plan d'activité élaboré pour la constitution d'un portefeuille de prêts, le transfert de bénéficiaires, la stratégie de marketing et de déploiement, l'expérience antérieure de travail avec des institutions financières internationales, la capacité opérationnelle d'évaluer et gérer le risque en respectant un alignement d'intérêts et limiter

d'éventuels conflits d'intérêts et la capacité à se conformer aux exigences en matière de reporting et à communiquer les données demandées par le FEI etc.

3. Phase de présélection 3 : évaluation de la robustesse financière du Soumissionnaire et du Portefeuille.

Le FEI va prendre en considération les facteurs suivants :

- La situation financière du Soumissionnaire selon sa notation de crédit externe et/ou à travers une analyse financière du Soumissionnaire (et des Entités Participantes), notamment en vue de déterminer la capacité à déployer les ressources nécessaires pour octroyer les prêts aux Bénéficiaires Finaux ; et
- La composition attendue du Portefeuille, notamment sa diversification en termes de nombre d'emprunteurs distincts et en termes de secteur d'activité des emprunteurs attendus, le montant des prêts envisagés (montant moyen et montant maximum).

Seules les Manifestations d'Intérêts qui franchissent la phase de présélection 1 pourront passer à la phase de présélection 2, à savoir l'évaluation qualitative de la Manifestation d'Intérêt.

En cas d'issue positive à cette étape de pré-sélection (Etape 1), le FEI effectuera une due diligence (**Etape 2**). Le format de cette due diligence (qui pourrait avoir lieu sur place ou à distance) sera laissé à la discrétion du FEI, qui décidera s'il peut (selon son avis) inclure dans son évaluation des informations déjà en sa possession (par exemple, en cas de relation commerciale établie avec un Intermédiaire Financier donné). Pour plus de détails sur les exigences possibles en matière d'informations / données demandées à l'étape de due diligence, veuillez consulter l'Annexe III du présent Appel.

Les objectifs de la due diligence incluent notamment l'évaluation de la capacité de l'Intermédiaire Financier à bâtir le Portefeuille envisagé, les améliorations des conditions offertes aux Bénéficiaires Finaux, le profil de risque du Portefeuille envisagé, la qualité de l'octroi des financements, le marketing et la publicité de la Contribution, la stratégie du réseau d'agences (y compris les incitations prévues pour la force de vente pour construire le Portefeuille dans les délais impartis), la gestion du risque, les processus de recouvrement, les systèmes IT (informatiques) et la capacité à se conformer aux exigences du reporting, et de manière générale vérifier de façon plus précise les éléments évalués lors des phases précédentes. La phase de due diligence comprend normalement une visite sur place, dont la nécessité sera évaluée par le FEI. Le processus de due diligence ne comprend pas de négociation juridique.

Dans le cadre de l'évaluation des performances attendues, le FEI analysera toutes les candidatures sur la base, notamment, de(s) système(s) de notation du Soumissionnaire et ses outils d'évaluation des risques pertinents, des caractéristiques attendues (par exemple taux de défaut, taux de recouvrement, durée, granularité, diversification) du portefeuille à

construire dans le cadre de l'Instrument Financier. Le FEI procèdera également à une évaluation de la conformité du Soumissionnaire (contrôle KYC/LCB et intégrité fiscale).

Dans le cadre de l'étape 2 de Due Diligence, le FEI évaluera également les risques environnementaux, climatiques et sociaux du Soumissionnaire¹⁴, les procédures de gestion et la capacité à dépister, évaluer et gérer les risques environnementaux, climatiques et sociaux liés à son activité, dont la présence d'un Système de gestion environnementale et sociale (Environmental and Social Management System, ESMS), à travers un questionnaire « **ESG** » lors du processus de sélection. En plus, certaines dispositions et restrictions pour faire face aux impacts significatifs potentiels que les prêts aux Bénéficiaires Finaux pourraient avoir sur les dimensions climatique, environnementale et sociale s'appliqueront comme indiqué dans cet Appel, le cas échéant. En cas de résultat positif à cette Etape 2 (et avant de conclure un Accord de Contribution avec un Soumissionnaire), la proposition de soutien dans le cadre de FOSTER II est soumise par le FEI à ses instances décisionnelles compétentes (**Etape 3**). Sur la base des résultats de la présélection et du résultat du processus de due diligence, le FEI décidera de, soit :

- 1) Sélectionner le Soumissionnaire ;
- 2) Placer le Soumissionnaire dans une liste de réserve/ d'attente ; ou
- 3) Rejeter la Manifestation d'Intérêt.

Suite au résultat positif de **l'Etape 3** et la finalisation de la documentation contractuelle avec l'Intermédiaire Financier, le ou les Accords de Contribution pertinents sont signés avec l'Intermédiaire Financier (**Etape 4**). La décision finale relative à la forme de l'Accord de Contribution ou des Accords de Contribution est prise à la discrétion du FEI. Les termes de l'Accord de Contribution ou des Accords de Contribution sont rédigés en anglais.

A chaque phase du processus de sélection, et ce jusqu'à et avant la conclusion d'un accord juridiquement contraignant avec un Soumissionnaire, le FEI se réserve toute latitude pour considérer ou non des Soumissionnaires, et aucun Soumissionnaire ne peut prétendre ou ne peut s'attendre à être finalement sélectionné en qualité d'Intermédiaire Financier dans le cadre de FOSTER II. Toute négociation des termes et conditions d'un Accord de Contribution ou d'Accords de Contribution n'entraîne en aucun cas l'obligation pour le FEI de conclure un tel Accord de Contribution avec les Soumissionnaires concernés.

Les propositions des Soumissionnaires peuvent également être placées sur une liste d'attente à tout moment du processus de sélection. Ces demandes peuvent être prises en compte au fil du temps en fonction, notamment, de la disponibilité du budget. Toutefois, le FEI se réserve le droit de traiter en premier lieu les demandes reçues entre-temps qui ont franchi avec succès les étapes du processus décrites ci-dessus.

¹⁴ Le FEI peut également choisir d'effectuer cette évaluation au niveau de chaque Entité Participante, le cas échéant.

La participation de tout Soumissionnaire à FOSTER II dépendra, entre autres, du budget disponible, de l'appétence au risque et au seuil de concentration de FOSTER II, ainsi que d'autres considérations du FEI, telles que, sans toutefois s'y limiter, le résultat de la due diligence, le cas échéant, et le résultat des négociations avec le Soumissionnaire.

À tout moment du processus de sélection, le FEI peut communiquer, par courrier électronique (e-mail), aux Soumissionnaires concernés si leur manifestation d'intérêt a été retenue, rejetée ou placée sur une liste d'attente.

Les Soumissionnaires dont la Manifestation d'Intérêt est rejetée à un stade quelconque de la procédure de sélection ont le droit de soumettre une plainte écrite par courrier électronique (e-mail), dans les trente (30) jours calendaires suivant la réception de l'avis de rejet. Toute plainte sera traitée dans le cadre et conformément à la Politique de traitement des plaintes du Groupe BEI¹⁵.

6. Langage et processus de signature

La Manifestation d'Intérêt est rédigée en français ou en anglais. Les Accords de Contribution seront rédigés en anglais et leurs termes et conditions sont régis par la loi française.

Les Soumissionnaires reconnaissent qu'il peut leur être demandé d'utiliser une signature électronique aux fins de la signature de l'Accord de Contribution.

7. Publication d'informations relatives aux Intermédiaires Financiers

Le FEI et la BEI sont libres de publier sur leurs sites internet la liste des Intermédiaires Financiers avec lesquels le FEI a conclu un Accord de Contribution au titre de l'Instrument Financier, laquelle peut inclure la dénomination sociale et le siège social des Intermédiaires Financiers et des Entités Participantes (le cas échéant), les types de contrats conclus et les montants respectifs de la Contribution. Sous certaines conditions, le FEI et/ou la Région Occitanie, le cas échéant, pourront également publier une liste des Bénéficiaires Finaux de la Contribution.

Pour éviter toute ambiguïté, le FEI peut publier sur son site Web, des informations relatives à l'approbation de l'Opération concernée par le FEI, conformément et sous réserve des dispositions des Conditions de Confidentialité.

¹⁵ Pour de plus amples informations, veuillez consulter le site <http://www.eib.org/infocentre/publications/all/complaints-mechanism-policy.htm>

8. Autres

a) Réallocations / Allocations pendant la mise en œuvre de l'Instrument Financier

Pendant la mise en œuvre de l'Accord de Contribution et dans l'objectif de maximiser l'utilisation des ressources de l'Instrument Financier et maximiser l'impact de celles-ci, le FEI pourra allouer, à sa seule discrétion, des montants disponibles, y compris toute contribution complémentaire qui pourraient être allouée à une Contribution.

Toute modification à l'Accord de Financement et/ou aux Accords de Contribution, comportant une augmentation des allocations financières pour la mise en œuvre efficiente de l'Instrument Financier, y compris dans le cadre de la mise en œuvre de celui-ci au cours de plusieurs périodes de programmation consécutives selon les dispositions de l'article 68.2 du RPDC, n'entraînera pas la nécessité d'une nouvelle procédure de sélection de l'Intermédiaire Financier.

b) L'alignement avec l'accord de Paris sur le climat

Compte tenu des engagements du Groupe BEI vis-à-vis de l'alignement avec l'accord de Paris sur le climat, énoncés dans la Feuille de route du Groupe BEI en direction d'une banque du climat pour la période 2021-2025 (*EIB Group Climate Bank Roadmap*), les Opérations feront l'objet de limitations liées aux secteurs et activités restreints pertinents. Ceux-ci incluent, sans s'y limiter et en fonction du produit de financement mis en œuvre : combustibles fossiles ou émissions élevées de CO₂; ou (pour le financement des investissements) des restrictions concernant l'objectif du financement soutenu, telles que des limitations concernant les véhicules à des seuils d'émissions nuls ou très faibles. De plus amples détails sont fournis à l'Appendice A.

c) Correspondance avec les objectifs de la Stratégie Régionale pour l'Emploi, la Souveraineté et la Transition Ecologique

Par sa Stratégie Régionale pour l'Emploi, la Souveraineté et la Transition Ecologique (SRESTE) 2022-2028 adoptée en novembre 2022, la Région Occitanie a pris en compte les impacts nombreux des crises récentes et les enjeux liés aux transitions industrielles, sociétales et écologiques à considérer, ainsi que les enjeux de sécurité alimentaire, énergétique et de souveraineté régionale.

Dans ce cadre, il est attendu que l'Opération s'inscrive dans les objectifs de la SRESTE 2022-2028, à savoir :

- Accroître la souveraineté et la performance globale de l'économie régionale
 - o Renforcer la souveraineté industrielle, énergétique et alimentaire de l'Occitanie ;

- Développer l'ouverture internationale des entreprises ;
 - Anticiper les marchés d'avenir pour créer les emplois de demain.
- Accélérer la transformation du modèle économique régional
 - Accélérer la transformation écologique de l'économie régionale ;
 - Accompagner la transformation digitale ;
 - Développer la transformation sociétale ;
- Impulser une dynamique économique dans tous les territoires
 - Assurer le développement et le renouvellement des activités économiques ;
 - Accompagner une agriculture durable, compétitive ;
 - Accompagner les entreprises touristiques et l'économie bleue.

ANNEXE I

de l'Appel À Manifestation d'Intérêt Ouvert
afin de sélectionner un ou plusieurs Intermédiaires Financiers
dans le cadre de FOSTER II

Au :
Fonds Européen d'Investissement
Equity Investments & Guarantees Department
A l'attention de : EU Guarantee Facilities Division
Dossier : *Instrument Financier – FOSTER II*

Adresse e-mail à utiliser pour l'envoi de la Manifestation d'Intérêt : foster2@eif.org

MANIFESTATION D'INTÉRÊT

Identification du Soumissionnaire soumettant la Manifestation d'Intérêt :

.....

.....

[Nom de la Société + numéro d'enregistrement]

Madame, Monsieur,

Vous trouverez dans les documents ci-après notre Manifestation d'Intérêt au nom de[Nom du Soumissionnaire] [et pour le compte des Entités Participantes] (le « **Soumissionnaire** ») en réponse à l'Appel à Manifestation d'Intérêt publié sur le site Internet du Fonds Européen d'Investissement dans le cadre de l'Instrument Financier « **FOSTER II** ».

Les expressions commençant par une majuscule ont la même signification que celles mentionnées dans l'Appel à Manifestation d'Intérêt et telles que définies dans les Termes et Conditions Indicatifs pour la Contribution, le cas échéant.

Le soussigné dans sa capacité de représentant dûment autorisé par le Soumissionnaire, certifie, déclare et s'engage, en signant ce formulaire :

- i) que les informations qui figurent dans cette Manifestation d'Intérêt et ses Annexes sont complètes et correctes dans leurs intégralités ;

- ii) avoir pris connaissance de la Politique Antifraude du Groupe BEI¹⁶ et ne pas avoir fait et ne pas faire d'offre de quelque nature que ce soit dont un avantage peut être tiré dans le cadre de l'Accord de Contribution et ne pas avoir accordé ni accorder, ne pas avoir cherché ni chercher, ne pas avoir tenté ni tenter d'obtenir, et ne pas avoir accepté ni accepter, tout avantage, financier ou en nature, de la part de, ou à quelque partie que ce soit, constituant une pratique illégale ou impliquant des actes de corruption, directement ou indirectement, à titre d'incitation ou de récompense relative à la signature de l'Accord de Contribution ; et
- iii) avoir lu et pris connaissance de la Déclaration du Groupe BEI sur la fraude fiscale, l'évasion fiscale, l'évitement fiscal, la planification fiscale agressive, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme¹⁷.

En outre, le soussigné, dûment autorisé à représenter le Soumissionnaire, en signant le présent formulaire, déclare qu'à la date du présent formulaire :

1. Le Soumissionnaire ne se trouve dans aucune des situations suivantes (« **Situations d'Exclusion** »):
 - a. Le Soumissionnaire se trouve en faillite ou en liquidation, a ses affaires administrées par un liquidateur ou par les tribunaux, dans ce contexte, a conclu un arrangement avec ses créanciers, voit ses activités commerciales suspendues ou un moratoire (ou équivalent) a été signé avec les créanciers et validé par le tribunal compétent lorsque cela est requis par la loi applicable, ou se trouve dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature dans les législations et réglementations nationales ;
 - b. au cours des cinq (5) années précédant la date de ce formulaire, le Soumissionnaire a fait l'objet d'un jugement ou décision administrative ayant autorité de force jugée pour avoir manqué à ses obligations relatives au paiement des impôts ou cotisations de sécurité sociale conformément à la loi applicable et lorsque ces obligations restent impayées à moins qu'un arrangement juridiquement contraignant ait été établi pour leur paiement ;
 - c. au cours des cinq (5) années précédant la date de ce formulaire, le Soumissionnaire ou l'une des personnes ayant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle sur lui a été déclaré coupable d'une infraction relative à sa conduite professionnelle par un jugement ayant force de chose jugée, lorsque cette conduite dénote une intention délictueuse ou une négligence grave, qui affecterait sa capacité à mettre en œuvre l'Accord de Contribution et ce, pour l'une des raisons suivantes :

¹⁶ [EIB Group Anti-Fraud Policy](#)

¹⁷ [Taxation: avoiding misuse of EIB Group operations](#)

- (i) la présentation frauduleuse ou négligente d'informations nécessaires à la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou du respect de critères de sélection ou à l'exécution d'un contrat ou d'un accord ;
 - (ii) la conclusion avec d'autres personnes d'accords visant à fausser la concurrence ;
 - (iii) tenter d'influencer indûment le processus décisionnel de la partie contractante au cours de la "procédure d'attribution" concernée, telle que définie à l'Article 2 du Règlement Financier¹⁸ ;
 - (iv) tenter d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de lui conférer des avantages indus dans la "procédure d'attribution" concernée, telle que définie à l'article 2 du Règlement Financier ;
- d. au cours des cinq (5) années précédant la date de ce formulaire, le Soumissionnaire ou des personnes ayant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle sur lui a fait l'objet d'un jugement ayant force de chose jugée pour :
- (i) fraude ;
 - (ii) corruption ;
 - (iii) participation à une organisation criminelle ;
 - (iv) blanchiment d'argent ou financement du terrorisme ;
 - (v) des infractions terroristes ou liées à des activités terroristes, ou l'incitation, la complicité ou la tentative de commettre de telles infractions ;
 - (vi) le travail des enfants et les autres formes de traite d'êtres humains ;
- e. le Soumissionnaire est répertorié dans la base de données centrale sur les exclusions, "système de détection rapide et d'exclusion" (la base de données EDES disponible sur le site officiel de l'UE)¹⁹ mise en place et gérée par la Commission européenne ;
- f. le Soumissionnaire a fait l'objet, au cours des cinq (5) années précédant la date de ce formulaire, d'un jugement ayant force de chose jugée ou d'une décision d'une autorité nationale indiquant qu'il a été créé dans l'intention de contourner illégalement les obligations fiscales, sociales ou toute autre obligation légale dans la juridiction de son siège social, de son administration centrale ou de son principal établissement ;
2. Le Soumissionnaire est établi et opère en Région ;
3. Le Soumissionnaire est dûment autorisé - le cas échéant - à exercer des activités de financement conformément à la législation française ;

¹⁸ "Règlement Financier" : le règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014, et la décision n° 541/2014/UE et abrogeant le règlement (CE, Euratom) n° 966/2012 (JO L 193 du 30. 7.2018, p. 1), tel qu'il peut être amendé, complété ou modifié de temps à autre

¹⁹ <https://ec.europa.eu/edes/index#!/cases>

4. Le Soumissionnaire n'exerce pas d'activités qui sont illégales selon la législation applicable dans le pays du Soumissionnaire ;
5. Le Soumissionnaire se conforme aux normes et aux législations internationales et européennes, telles qu'applicables, en matière de prévention du blanchiment d'argent, de lutte contre le terrorisme, de fraude fiscale, d'évasion fiscale et de montages artificiels visant à l'évasion fiscale ; et
6. Le Soumissionnaire n'est pas ciblé par ou autrement l'objet de l'une des Mesures Restrictives.

Dans le cadre de la Politique de Transparence du FEI, comme indiqué dans la Partie 4, et soumis à l'approbation de la transaction concernée, [le Soumissionnaire], en signant ce formulaire²⁰:

[SVP, merci de bien vouloir cocher la case appropriée]

- Confirme que le Soumissionnaire est d'accord pour publier un résumé de la transaction (le nom du projet, la nature de la transaction, le lieu géographique, et les ressources gérées par le FEI utilisées conformément à la Politique de Transparence du FEI présentée comme indiqué dans la Partie 4.

[OU]

- Déclare que (i) le Soumissionnaire n'est pas d'accord pour publier un résumé de la transaction (le nom du projet, la nature de la transaction, le lieu géographique, et les ressources gérées par le FEI utilisées) et (ii) cette publication pourrait porter atteinte aux intérêts commerciaux- de la dite transaction²¹.

et

- Reconnaît et accepte (i) les conditions des Conditions de Confidentialité telles que prévues à l'Annexe IV du présent Appel, et (ii) que le Soumissionnaire et le FEI traiteront les informations confidentielles (telles que définies dans les Conditions de Confidentialité) conformément avec les termes ci-dessous.

Cordiales salutations,

²⁰ Pour éviter toute ambiguïté, ceci est sans préjudice de toute publication effectuée par le FEI conformément aux Conditions de Confidentialité énumérées en Annexe IV. I.

²¹ y compris pour des cas où une telle information est couverte par un accord de confidentialité

Nom du Soumissionnaire :

Signature du Soumissionnaire :
possible) :

Cachet du Soumissionnaire (si

.....

Nom du signataire :

Titre du signataire :

Lieu :

Date (JJ/MM/2023) :

Parties à soumettre au titre de la Manifestation d'Intérêt :

- Partie 1 : Identification du Soumissionnaire
- Partie 2 : Liste des informations à fournir
- Partie 3 : Documents de connaissance du client ou Know Your Customer ("KYC") à joindre
- Partie 4 : Publication d'information sur le site web du FEI (Politique de Transparence du FEI)

PARTIE 1 de la Manifestation d'Intérêt :

IDENTIFICATION DU SOUMISSIONNAIRE :

INFORMATION DEMANDÉE	
SOUSSIONNE POUR :	CONTRIBUTION AVEC PARTAGE DES RISQUES DANS LE CADRE DE L'INSTRUMENT FINANCIER FOSTER II
NOM :	
FORME LÉGALE :	
DATE DE LA MANIFESTATION D'INTERET	
SOUSSIONNE EN TANT QUE :	<input type="checkbox"/> Soumissionnaire <input type="checkbox"/> Entité Participante
COORDONNÉES :	-Titre : M./Mme (supprimer et/ou compléter si nécessaire) -Nom : -Prénom : -Fonction : -Adresse : -N° de téléphone : -E-mail :

Attention : Dans le cas d'une Manifestation d'Intérêt conjointe, cette Partie 1 doit être complétée, de manière individuelle, par le Soumissionnaire et chaque Entité Participante.

PARTIE 2 de la Manifestation d'Intérêt

LISTE DES INFORMATIONS A FOURNIR :

VOLUME MAXIMUM DU PORTEFEUILLE PROPOSÉ ²² :	[•]EUR
VOLUME MINIMUM DU PORTEFEUILLE PROPOSÉ	[•]EUR
PROPOSITION DE TRANSFERT DE BÉNÉFICIAIRES:	<input type="checkbox"/> Limitation du niveau et/ou du type de sûretés qui peuvent être demandées aux Bénéficiaires Finaux; <input type="checkbox"/> Réduction de la prime facturée aux Bénéficiaires Finaux via le taux d'intérêt, par exemple par la réduction de la marge liée au risque; <input type="checkbox"/> Autres – à détailler; <i>Le Soumissionnaire peut également indiquer les améliorations supplémentaires proposées (par exemple, réduction des prix sur la partie non financée par la Contribution des transactions, réduction des frais et autres coûts, etc.), le cas échéant.</i> <i>Veuillez commenter et fournir un résumé de la proposition.</i>

1. Information générale :

- a) **Description générale du Soumissionnaire/ de l'Entité Participante** : date de création, nombre d'employés, actionnaires, groupe bancaire, réseau de distribution, nombre d'agences, lieu d'implantation ;
- b) **Lieu d'implantation du Soumissionnaire/ de l'Entité Participante et couverture géographique** de ses activités (y compris son réseau local et ses agences spécialisées dans le financement aux Bénéficiaires Finaux) dans la Région.
- c) **Statut et cadre législatif du Soumissionnaire/ de l'Entité Participante**, situation au regard du cadre réglementaire d'adéquation des fonds propres²³ ;
- d) **Situation financière du Soumissionnaire/ de l'Entité Participante** (principaux chiffres financiers disponibles sur les trois (3) dernières années (années pleines) selon le tableau contenu dans le modèle des données demandées pour la Pré-sélection) ; et

²² Montant total maximum du principal des Transactions bénéficiaires engagées auprès des bénéficiaires finaux à tout moment et qui n'ont pas été remboursées, sont arrivées à échéance ou ont expiré, compte tenu de la reconstitution du portefeuille.

²³ Approche standardisée, approche IRB, approche IRB avancée.

- e) **Définition des différents segments internes d'activité** du Soumissionnaire/ de l'Entité Participante, en termes d'indicateurs et de seuils définissant ces segments (par exemple, le nombre d'employés, le chiffre d'affaires ou le total des actifs etc. pour le segment Retail/ Professionnel vs Corporate/ Entreprise) ;

2. Description des activités du Soumissionnaire/ de l'Entité Participante :

- a) **stratégie d'affaire actuelle et perspectives du Soumissionnaire/ de l'Entité Participante** (par exemple : positionnement sur son marché, objectifs, points forts, produits usuels, zones / cibles géographiques, volume d'origination par an, part de marché, principaux concurrents) ;
- b) **produits** : description des produits actuellement offerts ou prévu d'être offerts aux TPE et PME (et spécifiquement dans le domaine de prêts à l'investissement pour les TPE et PME, le cas échéant), objectif des produits, principales conditions et caractéristiques. A ce titre, merci de communiquer les données dans le modèle des données demandées selon le tableau contenu dans le modèle des données demandées pour la Pré-sélection, en indiquant l'objectif des produits, les principales conditions et caractéristiques, les échéances minimales et maximales, le montant minimal et maximal, etc. Merci de s'assurer que les informations sont comparables pour chaque produit de financement décrit.

3. Procédure d'évaluation des risques :

- a) description du/des **modèle(s) de notation/système(s) d'évaluation interne(s)** en place (à ce titre, merci de nous indiquer le périmètre du chaque modèle, les définitions des segments auxquels il s'applique, principales données insérées dans le système de notation et leurs poids respectifs pour le résultat de la notation, modèles IRB/Standardisé et leur dernière validation) ;
- b) description de la définition interne de « **Défaut** » ; et
- c) **l'échelle(s) principale(s) de notation**²⁴ avec la probabilité de défaut (PD) minimale, maximale et médiane respective par classe de notation et par modèle de notation/de scoring (à ce titre, merci de communiquer les données dans le modèle des données demandées pour la Pré-sélection).

Si des notations ne sont pas utilisées pour l'évaluation du risque de crédit, merci de communiquer SVP une description des outils utilisés.

4. Politique de garantie :

²⁴ Si plusieurs échelles de notation sont utilisées selon les segments internes, merci de bien vouloir nous les communiquer.

- a) description des **exigences en matière de garanties**, y compris les garanties personnelles (type, évaluation, décotes, etc.) ;
- b) description de **la valorisation** des garanties/ suretés et marges de sécurité appliquées ; et
- c) Description du **modèle « Loss Given Default » (LGD)** en cas de défaut, de sa dernière validation (le cas échéant) et des principales données insérées dans le modèle LGD et leurs poids respectifs pour déterminer le résultat de LGD.

5. Frais, taux d'intérêt et rémunération :

- a) Description détaillée de la **politique en vigueur des taux d'intérêt, frais de dossier et autres charges** payés par les emprunteurs (pour des prêts comparables).
- b) Description de **l'influence des caractéristiques des emprunteurs et des prêts** sur les taux d'intérêt individuels appliqués.
- c) **Composition du taux d'intérêt**, notamment : a) composantes relatives aux coûts administratifs et aux coûts de la liquidité/du financement, b) composante minimale relative au risque, ventilé (si applicable) par catégorie de risque des emprunteurs, ou en fonction des critères qui influencent la marge selon la politique de prix en place (par exemple : maturité ou type d'emprunteur).

6. Caractéristiques des financements historiques et du portefeuille attendu (dans le tableau contenu dans le modèle des données demandées pour la Pré-sélection) :

Toutes les informations requises ci-dessous (6.1. et 6.2.) doivent être fournies spécifiquement pour, à titre indicatif :

- a. *des TPE et PME correspondantes et actives sur des segments internes pertinents pour l'Instrument Financier. A ce titre, il importe de rappeler par exemple que les TPE et PME actives dans le secteur agricole, aquaculture, pêche, les secteurs Restreints (voir liste en Appendice B), etc. ne sont pas éligibles.*
- b. *un portefeuille de prêts aussi comparable / aussi similaire que possible aux prêts à originer / à octroyer dans le cadre du portefeuille partagé attendu au titre de l'Instrument Financier. Les prêts en question doivent financer des investissements éligibles. Il importe ici de se référer aux critères listés en Appendice A, à titre d'exemple, les prêts pour l'achat de terrain, de véhicules de transport à carburant fossile, des prêts pour financer des activités purement financières, de promotion immobilière, d'assurance, etc. ne sont pas éligibles à ce dispositif.*
- c. *Les prêts qui doivent être considérés sont les prêts à l'investissement (corporels, incorporels), les prêts pour financer du BFR, prêts pour financer le rachat des parts sociales (dans le cadre d'un projet de développement de la société cible), des prêts dont la maturité est au minimum de 12 mois (cette règle s'applique également pour le financement du BFR) et qui ont un montant qui respecte le montant maximum*

déterminé selon les règles de cumul d'aides applicables selon les dispositions du règlement UE 1407/2013 dit de minimis.

6.1. Financements historiques :

Volume (capital initial) annuel des nouveaux prêts conclus au cours de chacune des 2 (deux) dernières années, ventilé par :

- a) Segmentation interne (selon la définition interne du Soumissionnaire) de clientèle (par exemple : Retail, Corporate, etc) ;
- b) Classe de notation/risque (par exemple, notation interne, probabilité de défaut, pertes attendues) ;
- c) Montant des prêts ;
- d) Maturité des prêts, en indiquant également le profil et la fréquence d'amortissement typique ;
- e) Secteur d'activité (en utilisant les codes NACE) ; et
- f) Finalité des opérations (investissement tangible/ intangible, trésorerie/besoins en fonds de roulement), en indiquant également le niveau moyen de collatéralisation observé.

6.2. Composition attendue/ envisagée du portefeuille partagé (volume total de financements et nombre des prêts attendus) qui doit être construit dans le cadre de l'Instrument Financier, ventilé comme suit :

- a) Segmentation interne (selon la définition interne du Soumissionnaire) de clientèle (par exemple : Retail, Corporate, etc) ;
- b) Classe de notation/risque (par exemple, notation interne, probabilité de défaut, pertes attendues) ;
- c) Montant des prêts ;
- d) Maturité des prêts, en indiquant également la période de différé attendue (le cas échéant), le profil et la fréquence d'amortissement attendus ;
- e) Secteur d'activité (en utilisant les codes NACE) ;
- f) Finalité des opérations (investissement tangible, investissement intangible, trésorerie/besoins en fonds de roulement, etc.) ;
- g) Type et montant (%) de garanties requises.

Les informations doivent être fournies dans les tableaux Excel ci-joints :



Call EoI FOSTER II
PRSL - Data request a

Bien entendu, la composition du portefeuille envisagé doit correspondre et être en ligne, autant que faire se peut, avec les Critères d'Eligibilité.

Ce modèle Excel peut être téléchargé en tant que fichier séparé des documents de candidature.

PARTIE 3 de la Manifestation d'Intérêt

DOCUMENTS DE CONNAISSANCE DU CLIENT OU KNOW YOUR CUSTOMER ("KYC") À JOINDRE

Le Groupe BEI a mis en place un processus de vérifications préalables des contreparties²⁵ qui tient compte, entre autres, de facteurs tels que le type de contrepartie (y compris le secteur), la relation d'affaires, le produit ou le type d'opération et le pays d'intervention. Par le biais de la Politique du Groupe BEI en matière de JNC²⁶ du Groupe BEI et de ses procédures de mise en œuvre, le Groupe BEI prend en considération le statut des pays et territoires au regard du classement effectué par une ou plusieurs organisation(s) de référence – par exemple, si le pays est déclaré n'avoir pas suffisamment progressé vers une mise en œuvre satisfaisante des normes européennes ou internationales en lien avec la LBC-FT et (ou) des normes de transparence fiscale ou de bonne gouvernance fiscale. Les entités du Groupe BEI appliquent également les mesures de vigilance suivantes à l'égard des contreparties, à des degrés qui varient en fonction du risque.

Dans le cadre des mesures de vérifications préalables des contreparties ("KYC"), veuillez joindre à la Manifestation d'Intérêt les documents suivants (à compléter ultérieurement pendant la procédure de soumission) :

- 1) Questionnaire d'intégrité (incluant la structure de détention), dûment signé et daté (en versions Excel et PDF) – dans le format et en utilisant le modèle ci-dessous ;



EIF Integrity



Ownership and

Questionnaire-GSIF_J.control structure char

- 2) Copie récente du certificat d'enregistrement (Kbis) ou son équivalent ;
- 3) Copie récente du **Registre des Bénéficiaires Effectifs**, RBE ou équivalent ;
- 4) Copie récente du **Questionnaire Wolfsberg** ;
- 5) **Rapport annuel** (y compris l'ensemble des états financiers avec le rapport des auditeurs indépendants) pour l'année écoulée.

²⁵ Veuillez-vous référer à la Politique du Groupe BEI en matière de LCB-FT (https://www.eib.org/attachments/strategies/eib_group_ncj_policy_fr.pdf)

²⁶ Veuillez-vous référer à la Politique du Groupe BEI en matière de JNC (https://www.eib.org/attachments/strategies/eib_group_ncj_policy_fr.pdf)

PARTIE 4 de la Manifestation d'Intérêt

POLITIQUE DE TRANSPARENCE DU FEI

Dans le cadre de la Politique de Transparence du FEI²⁷ (la "**Politique de Transparence du FEI**"), le FEI s'engage à respecter le principe directeur de promotion de la transparence en ce qui concerne ses activités opérationnelles et institutionnelles.

En vertu de ce principe directeur, et conformément à l'approche et aux engagements du Groupe BEI en matière de promotion de la transparence et des bonnes pratiques administratives, le FEI a adopté la pratique consistant à publier les procès-verbaux de ses instances décisionnelles compétentes sur son site internet, suite à leur approbation et signature.

Les Procès-Verbaux de ses instances décisionnelles compétentes qui sont publiés n'indiquent que les opérations présentées pour décision qui ont été approuvées et contiennent, en règle générale, un résumé indiquant le nom du projet, la nature de l'opération, l'orientation géographique et les ressources pertinentes gérées par le FEI.

La Politique de Transparence du FEI reconnaît également la nécessité pour le FEI de concilier le principe de transparence avec les engagements de confidentialité et la protection des données commercialement sensibles ou personnelles, afin que le FEI puisse remplir ses obligations légales envers ses partenaires commerciaux, ses investisseurs et les tiers, et conserver leur confiance.

Par conséquent, si une Soumission reçoit l'autorisation interne pertinente du FEI pour être présentée à ses instances décisionnelles compétentes et qu'elle est ensuite approuvée par les instances décisionnelles compétentes en question, et si un Soumissionnaire estime que la publication d'un tel résumé serait susceptible de dévoiler des informations sensibles ou confidentielles pour lesquelles il existerait une raison impérieuse de ne pas les divulguer, le Soumissionnaire effectuera une déclaration à cet effet lors de la présentation de la Manifestation d'Intérêt, de sorte que ces informations seront supprimées des Procès-Verbaux des instances décisionnelles compétentes faisant l'objet d'une publication, et sous réserve de tout engagement de confidentialité applicable, ne seront rendues publiques que dans le cadre de la signature de l'opération en question.

Si le FEI n'a pas reçu de telle déclaration confirmant qu'un Soumissionnaire refuse la publication de la présentation opérationnelle susmentionnée dans les Procès-Verbaux de

²⁷ [EIF Transparency Policy](#)

ses instances décisionnelles compétentes, le FEI considérera que la publication est acceptable pour le Soumissionnaire, le cas échéant, et procédera à la publication sur le site du FEI comme indiqué ci-dessus.

ANNEXE II

de l'Appel À Manifestation d'Intérêt Ouvert afin de sélectionner un ou plusieurs Intermédiaires Financiers dans le cadre de l'Instrument Financier «FOSTER II»

TERMES ET CONDITIONS INDICATIFS POUR LA CONTRIBUTION AVEC PARTAGE DES RISQUES (« PRSL ») POUR LE SOUTIEN DES PME Y COMPRIS APPENDICE A « CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ », APPENDICE B « SECTEURS RESTREINTS » ET APPENDICE C « GUIDANCE INDICATIVE VISANT A CATEGORISER LES THEMATIQUES »

Avertissement :

Cette synthèse des termes et conditions est diffusée à titre d'information. Ce document est un aperçu des principaux termes et conditions pour le produit décrit ci-après. Ces termes ne sont pas exhaustifs et sont susceptibles d'être modifiés.

Ce document est destiné à fournir une base de travail pour discussion et ne constitue pas une recommandation, une sollicitation, une offre ou un engagement contraignant - implicite ou explicite - de la part du Fonds européen d'investissement (« FEI») et/ou toute autre personne de signer dans une ou plusieurs opération(s). Tout engagement de financement du FEI ne peut être fait, notamment, qu'après les validations appropriées, la conclusion du rapport de due diligence et la finalisation de la documentation juridique requise. Le FEI n'agit pas en tant que conseiller et n'assume aucune obligation fiduciaire. Le FEI ne donne aucune garantie et ne fait aucune déclaration (explicite ou implicite) quant à l'exactitude de l'information contenue dans le présent document.

1. Introduction et aperçu de l'instrument de Contribution avec Partage des Risques («PRSL»)

Dans le cadre de la mise en œuvre d'un fonds de participation (« FP») FOSTER II financé par les ressources provenant des Fonds de l'Union organisés sous forme de gestion partagée du Programme FEDER-FSE+ Occitanie 2021-2027 et cofinancé par la Région Occitanie sur son budget et ses ressources, la Contribution avec Partage des Risques (« PRSL ») est un instrument financier qui fournit de la liquidité et de la protection de risque de crédit à un Intermédiaire Financier, pour un portefeuille de nouveaux financements à des Bénéficiaires Finaux qui sont des PME, qui ont des projets innovants et qui sont installées et/ou opèrent dans l'un des départements suivants : l'Ariège, l'Aude l'Aveyron, le Gard, le Gers, la Haute-Garonne, les Hautes-Pyrénées, l'Hérault, le Lot, la Lozère, les Pyrénées-Orientales, le Tarn et le Tarn-et-Garonne.

Le FEI est le gestionnaire de cet instrument financier. Ainsi, le FEI (agissant en sa qualité d'agent pour le FP) fournira de la liquidité à l'Intermédiaire Financier sélectionné dans le but que celui-ci construise un portefeuille de nouveaux financements à des Bénéficiaires Finaux éligible, tout en participant également aux pertes de ces contributions.

2. Caractéristiques générales du PRSL

- **Objectif** : améliorer l'accès au financement des Bénéficiaires Finaux, en particulier les jeunes PME innovantes ;
- **Structure** : Contribution accordée à un Intermédiaire Financier destinée à i) cofinancer (50% par le FP et 50% par l'Intermédiaire Financier sur une base de financement par financement) la construction d'un Portefeuille de nouveaux Financements aux Bénéficiaires Finaux (de Transactions) et ii) partager avec l'Intermédiaire Financier le risque de crédit lié à ce Portefeuille.
La Contribution avec partage des risques sera mise à disposition de l'Intermédiaire Financier à des conditions avantageuses, lui permettant de passer cet avantage directement aux Bénéficiaires Finaux. Les fonds sont mis à disposition de l'Intermédiaire Financier en tranches successives, étalées en fonction des engagements de Financements aux Bénéficiaires Finaux et de la disponibilité des fonds du FP ;
- **Garant** : le FEI agissant au nom de l'Instrument Financier « FOSTER II », qui lui-même est initialement abondé par le FEDER et la Région sur ses ressources propres ;
- **Partage de risques** : Le partage du risque de crédit des Financements aux Bénéficiaires Finaux est atteint à travers la réduction du montant remboursable du PRSL par un montant correspondant aux Pertes Couvertes multiplié par le Taux de Partage de Risque ;
- **Valeur ajoutée pour l'Intermédiaire Financier** : Renforcer le niveau de liquidité de l'Intermédiaire Financier à des conditions avantageuses et partager les pertes potentielles encourues pour chaque financement ;
- **Valeur ajoutée pour les Bénéficiaires Finaux** : Faciliter l'accès au financement (notamment en raison de l'élément de partage de risque) et améliorer les conditions de financement (p.ex. à travers une réduction du taux d'intérêt) ;
- **Décisions de crédit** : toutes activités relatives à l'octroi des financements sont déléguées à l'Intermédiaire Financier en fonction de ses politiques d'octroi, et en fonction d'ensemble des Critères d'Éligibilité applicables indiqués dans l'Accord de Contribution ;
- **Inclusion automatique** : les Financements aux Bénéficiaires Finaux qui satisfont les Critères d'Éligibilité du PRSL sont inclus automatiquement dans le Portefeuille sur base d'un rapport à envoyer trimestriellement au FEI ;

- **Période d'Éligibilité** : l'Intermédiaire Financier pourra inclure dans le Portefeuille des Financements aux Bénéficiaires Finaux signés et déboursés jusqu'au plus tard le 31 décembre 2029 (il est précisé que le FEI se réserve le droit de fixer une Période d'Inclusion plus courte dans les Accords de Contribution avec les Intermédiaires Financiers) ;

- **Déboursement de la Contribution PRSL** : La Contribution PRSL allouée à un Intermédiaire Financier lui sera versée en tranches successives, qui (à l'exception de la première) deviendront disponibles en fonction du niveau d'engagement des Financements aux Bénéficiaires Finaux relatifs aux tranches de la Contribution versées précédemment.

Toute partie de la Contribution PRSL non tirée par l'Intermédiaire Financier avant l'expiration de la Période d'Inclusion sera annulée et ne pourra plus être empruntée. Un Taux d'Intérêt de Trésorerie est appliqué à ces fonds en fonction du temps pendant lequel ils se trouvent auprès de l'Intermédiaire (c.-à-d. avant qu'ils ne soient déboursés aux Bénéficiaires Finaux ou après remboursement des Bénéficiaires Finaux).

Pour éviter toute ambiguïté, la contribution du FEI à l'Intermédiaire Financier sélectionné pourra être fonction de la structure dudit Intermédiaire Financier. Ainsi, la contribution pourra prendre la forme d'une contribution avec droit de reprise de la part du FEI ;

- **Remboursement de la Contribution PRSL** : Le remboursement du capital de la Contribution PRSL versé par le FEI aura lieu trimestriellement, en fonction des remboursements des Financements aux Bénéficiaires Finaux reçus pendant le trimestre précédent par l'Intermédiaire Financier.

Le montant à rembourser au FEI sera diminué par un montant correspondant aux Pertes Couvertes multiplié par le Taux de Partage de Risque (le FEI ayant droit en contrepartie au remboursement de la moitié des Recouvrements) ;

- **Suivi et Recouvrement** : L'Intermédiaire Financier assurera le suivi du Portefeuille, y compris les opérations de surveillance et de recouvrement conformément à sa politique de crédit et de recouvrement.

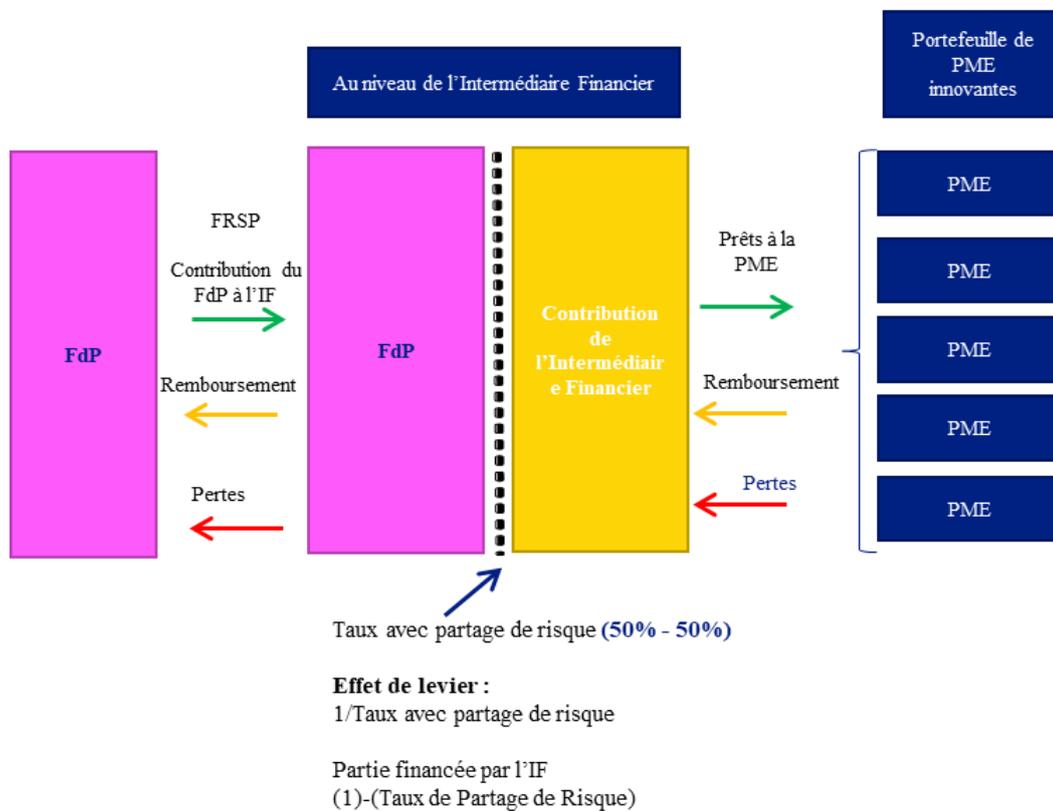
Le FEI supervise et contrôle régulièrement la mise en œuvre de l'Accord de Contribution par l'Intermédiaire Financier, sur base des informations remontées au FEI et sur base de contrôles effectués sur place auprès de l'Intermédiaire Financier.

L'Intermédiaire Financier prendra des mesures de recouvrement (y compris la réalisation de toute sûreté/ garantie) dans le cadre de chaque transaction conformément à sa politique de crédit et de recouvrement.

Les recouvrements seront partagés pari passu par l'Intermédiaire Financier et le FEI dans la même proportion que le Taux de Partage de Risque (c'est-à-dire 50%).

3. Structure et mécanismes du PRSL

Schéma indicatif



4. Termes et conditions indicatives pour le PRSL

A - CONDITIONS GENERALES	
Accélération d'un Financement à un Bénéficiaire Final	Désigne, suite à un évènement de défaut (quel qu'en soit la définition) dans le cadre d'un Financement à un Bénéficiaire Final qui a donné droit à l'Intermédiaire Financier d'exiger le paiement anticipé des montants lui étant dus, le fait que l'Intermédiaire Financier ait exercé un tel droit (ou qu'il en soit incapable en raison uniquement de l'application de lois et/ou réglementations empêchant l'exercice de tel droit).
Activités Illégales	Désigne toutes les activités illégales ou toutes activités réalisées à des fins illégales selon la loi applicable dans l'un des domaines suivants : a. la fraude, la corruption, toute coercition, la collusion et/ou l'entrave ; b. le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme ou tout délit fiscal, tels que définis par la Directive (UE) 2015/849 du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, la Directive (UE)

	<p>2018/843 du 30 mai 2018 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, et la Directive (UE) 2018/1673 du 23 octobre 2018 visant à lutter contre le blanchiment de capitaux au moyen du droit pénal ; et</p> <p>c. toute fraude ou autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers de la BEI, du FEI et/ou de l'Union Européenne telles que définies par la Directive (UE) 2017/1371 du 5 juillet 2017 relative à la lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union au moyen du droit pénal.</p>
Aides d'État	<p>Pour chaque Financement à un Bénéficiaire Final, l'Intermédiaire Financier doit s'assurer que les règles applicables en matière d'aides d'État, selon les dispositions du Règlement de minimis, sont bien respectées.</p> <p>Avant l'octroi d'un Financement à un Bénéficiaire Final, l'Intermédiaire Financier devra vérifier (sur base de déclarations du Bénéficiaire Final) que l'Equivalent Subvention Brut (« ESB ») du PRSL avec les autres aides de minimis reçues (le cas échéant) par le Bénéficiaire Final et toute « entreprise liée » au sens de la Recommandation de la Commission au cours des trois exercices fiscaux (dont celui en cours) ne dépasse pas le plafond de cumul de i) EUR 100,000 si le Bénéficiaire Final est actif dans le transport de marchandises par route ou ii) EUR 200,000 si le Bénéficiaire Final est actif dans tout autre secteur.</p> <p>Dans le cadre de cet Instrument Financier, le calcul de l'ESB et par conséquent, l'octroi de l'aide sous-jacente conformément à la réglementation applicable sera de la responsabilité exclusive de l'Intermédiaire Financier et non de celle du FEI.</p>
Cas de Résiliation de l'Accord de Contribution	<p>L'Accord de Contribution énoncera les cas de défaut standards, notamment – sans limitation – le non-paiement des montants dus au titre de l'Accord de Contribution, le manquement à une obligation, l'insolvabilité, l'illégalité et assertions inexactes.</p> <p>La survenance d'un cas de défaut, s'il n'est pas remédié dans le délai de grâce applicable (le cas échéant) peut entraîner la résiliation de l'Accord de Contribution (la « Résiliation Anticipée »). En cas de Résiliation Anticipée, tous montants dus par le FEI et/ou l'Intermédiaire Financier seront calculés conformément aux termes de l'Accord de Contribution.</p>
Contribution	<p>La contribution accordée par le FEI à un Intermédiaire Financier sous un Accord de Contribution dans le cadre de la mise en œuvre de l'Instrument Financier.²⁸</p>

²⁸ Pour éviter toute ambiguïté, la Contribution ne comporte pas de Frais de Gestion.

Date de Résiliation	<p>L'Accord de Contribution prendra fin à la première des dates suivantes :</p> <p>a. six (6) mois suivant la dernière date d'échéance/ maturité de tous les Financements aux Bénéficiaires Finaux ;</p> <p>b. la date de Résiliation Anticipée ;</p> <p>c. la date (le cas échéant) à laquelle le Garant n'est plus tenu d'effectuer d'autres paiements à l'Intermédiaire Financier et le Garant ne dispose plus de créances à l'encontre de l'Intermédiaire Financier au titre de l'Accord de Contribution ;</p> <p>d. Le 30 Juin 2037.</p>
Défaut de Financement à un Bénéficiaire Final	<p>désigne le premier du moment où :</p> <p>a. l'Intermédiaire Financier considère à tout moment (agissant raisonnablement et selon ses procédures internes) qu'il est improbable que le Bénéficiaire Final remplisse ses obligations de remboursement dans le cadre d'un Financement à un Bénéficiaire Final (sans recours par l'Intermédiaire Financier à des actions de réalisation de sûretés/garanties); ou</p> <p>b. un Bénéficiaire Final a manqué à exécuter une quelconque obligation liée a un Financement a un Bénéficiaire Final de paiement conformément à la politique standard de crédit et recouvrement de l'Intermédiaire Financier pendant une période d'au moins 90 jours consécutifs.</p>
Devise	<p>Tous les montants exprimés et tous les montants qui seront payés par ou au FEI au titre de cet instrument seront payés en EUR.</p>
Événement Déclencheur	<p>Désigne un Événement Déclencheur de Portefeuille, tel que défini dans l'Accord de Contribution.</p> <p>Le FEI peut inclure des Evénements Déclencheurs dans l'Accord de Contribution, dont la survenance autorise le FEI, mais ne l'oblige pas, à interrompre l'inclusion dans le Portefeuille des nouveaux Financements aux Bénéficiaires Finaux, sans affecter les Financements aux Bénéficiaires Finaux déjà inclus précédemment.</p>
Frais de Gestion	<p>Les Frais de Gestion sont composés Pendant la Période d'Eligibilité :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ d'un montant correspondant à 7% de la Contribution. ▪ Ces Frais de Gestion sont versés de manière annuelle de la manière suivante : 7% de la Contribution divisé par le nombre d'années entre la Date d'Effet de l'Accord Opérationnel et le 31 décembre 2029, arrondi à l'annuité supérieure. ▪ A l'échéance de la Période d'Eligibilité au 31 décembre 2029, un montant de régularisation éventuel des Frais de

	<p>Gestion perçus par l'Intermédiaire Financier est calculé de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> o la différence entre le montant total de Frais de Gestion perçus et 7% du Volume Réel du Portefeuille. o En cas de surplus, le montant excédentaire de Frais de Gestion indûment perçus par l'Intermédiaire Financier serait restitué directement sur les Comptes du Fonds de Participation. <p>Pour éviter toute ambiguïté, aucun Frais de Gestion est dû au titre d'un Financement à un Bénéficiaire Final exclu. Suite à une exclusion, tous les Frais de Gestion versés à l'Intermédiaire Financier relatifs au Financement au Bénéficiaire Final (depuis l'inclusion dans le Portefeuille) devront être directement restitués.</p>
Intermédiaire Financier (« IF »)	désigne un établissement de crédit, un établissement financier, un fonds d'investissement (y compris des entités à objet spécial), des gestionnaires de fonds ou autre intermédiaire financier, public ou privé, choisi par le FEI conformément au présent Accord en vue de la mise en œuvre d'un Instrument Financier.
Mesures Restrictives	<p>Désigne une des mesures suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. toute mesure restrictive adoptée en vertu du traité sur l'UE ou du traité sur le fonctionnement de l'UE²⁹; b. toute sanction économique ou financière adoptée à tout moment par les Nations Unies et toute agence ou personne dûment nommée, habilitée ou autorisée par les Nations Unies à adopter, administrer, mettre en œuvre et/ou faire respecter ces mesures ; et/ou c. toute sanction économique ou financière adoptée à tout moment par le gouvernement des États-Unis et tout département, division, agence ou bureau de celui-ci, en ce compris le Département du Bureau du Trésor de Contrôle des Actifs Etrangers des Etats-Unis (United States Department of Treasury Office of Foreign Asset Control – OFAC), le Département d'État des Etats-Unis (United States Department of State) et/ou le Département du Commerce des Etats-Unis (United States Department of Commerce) ; et/ou d. toute sanction économique ou financière adoptée de temps à autre par le Royaume-Uni et tout département ou autorité du gouvernement britannique, y compris, entre autres, le Bureau de la mise en œuvre des sanctions financières (The

²⁹ Les listes des personnes sanctionnées par l'UE sont incluses dans la carte des sanctions de l'UE disponible à l'adresse suivante : <https://data.europa.eu/euodp/en/data/dataset/consolidated-list-of-persons-groups-and-entities-subject-to-eu-financial-sanctions>. Les mesures restrictives de l'UE publiées dans la série L du Journal officiel de l'UE font foi et prévalent sur le contenu de la carte des sanctions de l'UE en cas de divergence.

	Office of Financial Sanctions Implementation of His Majesty's Treasury) et le Département du Commerce International (the Department for International Trade).
Parties	Désigne le FEI et l'Intermédiaire Financier.
Personne Sanctionnée	Désigne toute personne, entité, individu ou groupe d'individus qui est une personne ciblée par, ou autrement faisant l'objet de l'une des Mesures Restrictives.
Pertes Couvertes	<p>Désigne une des pertes encourues par l'Intermédiaire Financier, définies comme suit :</p> <p>a. capital et/ou intérêts encourus, non-payés et restant dus selon les termes d'un Financement à Bénéficiaire Final suite à un Défaut de Financement aux Bénéficiaires Finaux ou suite à une Accélération de Financement aux Bénéficiaires Finaux, à l'exception:</p> <ul style="list-style-type: none"> i. des intérêts de retard ou de défaut, des intérêts capitalisés, des commissions et de tout autres frais et charges ii. des intérêts encourus après la date la plus rapprochée entre (i) 90 jours à partir du premier défaut de paiement, (ii) la date du Défaut de Financement aux Bénéficiaires Finaux ou (iii) la date de l'Accélération de Financement aux Bénéficiaires Finaux ; et iii. nonobstant le paragraphe ii. ci-dessus, tout intérêt encouru et non payé pour une période de plus de 12 mois. <p>b. toute réduction du capital et/ou du montant des intérêts déprécié suite à une Restructuration de Financement aux Bénéficiaires Finaux.</p>
Recouvrements	<p>Désigne tout montant, net des frais de recouvrement et de forclusion (le cas échéant) recouvré ou reçu par l'Intermédiaire Financier, y compris par voie de compensation, au titre des Pertes Couvertes. Afin d'éviter tout doute, les Intermédiaires Financiers doivent respecter la Rétention de Risque de l'Intermédiaire Financier à tout moment donné.</p> <p>Tous les Recouvrements seront partagés pari passu entre le FEI et l'Intermédiaire Financier, dans la même proportion que le Taux de Partage de Risques (c'est-à-dire 50%).</p> <p>L'Intermédiaire Financier enverra au FEI à tout moment pertinent, mais au plus tard 30 jours après la fin de chaque trimestre, un avis de recouvrement accompagné d'un calendrier de recouvrements et devra payer au FEI tout montant pertinent, dans les trois mois suivant la fin du trimestre au cours</p>

	duquel les Recouvrements sont recouverts ou reçus par l'Intermédiaire Financier.
Récupérations	Dans des circonstances spécifiques, le Garant a droit de récupérer de l'Intermédiaire certains montants qu'ont été payés par le Garant à l'Intermédiaire, y inclus des montants payés au-delà des Pertes Couvertes et des montants reçus par rapport à un Financement au Bénéficiaire exclu.
Règlement de minimis	Désigne le Règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission Européenne relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis tel que modifié.
Restructuration d'un Financement à un Bénéficiaire Final	Désigne que l'Intermédiaire Financier (agissant de manière commercialement raisonnable et selon ses procédures internes) accepte une restructuration d'un Financement à un Bénéficiaire Final de telle sorte que le montant du principal prévu d'être payé, et/ou les intérêts dus, par le Bénéficiaire Final est réduit, dans l'objectif d'améliorer le recouvrement des créances résultant dudit Financement à un Bénéficiaire Final.
Rétention de risque de l'Intermédiaire Financier	Les Intermédiaires Financiers s'engagent à maintenir une rétention de risque d'au moins 20% sur chaque Financement à un Bénéficiaire Final à tout moment.
Transfert de droits	Les droits au titre de la Contribution (tout ou partie) ne pourront pas être transférés par l'Intermédiaire Financier à un tiers sans l'accord écrit préalable du FEI.
B - LE PORTEFEUILLE	
Bénéficiaire Final	Petites et moyennes entreprises (PME) qui satisfont tous les Critères d'Eligibilité pertinents et qui sont bénéficiaires des Financement aux Bénéficiaires.
Bénéficiaires Finaux Exclus et Secteurs Restreints	Les Bénéficiaires Finaux qui sont classés selon les critères énoncés à l'Appendice B ou qui sont actifs (comme spécifié plus loin) dans l'un des secteurs énumérés à l'Appendice B ne sont pas éligibles pour conclure des Financements aux Bénéficiaires Finaux couvertes par le PRSL. La liste définitive des Secteurs Restreints sera établie dans l'Accord de Contribution.
Critères d'Eligibilité	Dans le cadre de l'Instrument Financier, le Portefeuille de nouvelles transactions à octroyer/construire par l'Intermédiaire Financier sélectionné ne devra être composé que de Financements aux Bénéficiaires Finaux qui respectent l'ensemble des critères d'éligibilité suivants : i) Les Critères d'Eligibilité relatifs aux Bénéficiaires Finaux ; ii) Les Critères d'Eligibilité relatifs aux Financements des Bénéficiaires Finaux ; et iii) Les Critères d'Eligibilité du Portefeuille (le cas échéant). Ces Critères d'Eligibilité sont définis à titre indicatif ci-dessous dans l'Appendice A de ces Termes et Conditions Indicatifs pour la Contribution.

	<p>Les Bénéficiaires Finaux, les Transactions et le Portefeuille, le cas échéant, devront respecter l'ensemble de Critères d'Eligibilité énoncés dans les Appendices A et B. Des critères additionnels pourront être définis au cas par cas dans chaque Accord de Contribution.</p> <p>Le non-respect de l'un des Critères d'Eligibilité aura pour effet l'exclusion du Financement aux Bénéficiaires Finaux en question du Portefeuille, sauf dans les cas spécifiés dans le « Processus d'Exclusion ».</p>
Financements aux Bénéficiaires Finaux / Transactions	Désigne les Financements aux Bénéficiaires Finaux de dette conclues pendant la Période d'Inclusion, et respectant tous les Critères d'Eligibilité pertinents.
Montant maximal de la Contribution	Jusqu'à EUR 5m
Montant Maximum du Portefeuille	désigne le volume maximum de Portefeuille de Financements aux Bénéficiaires Finaux capable d'être généré sur base de la totalité de la Contribution net de Frais de Gestions au PRSL et sur base du Taux de Partage de Risques.
Période d'Inclusion	<p>Désigne la période pendant laquelle les Transactions peuvent être incluses dans le Portefeuille de l'Intermédiaire Financier. Cette période dure généralement entre 36 et 48 mois (à moins qu'elle ne prenne fin plus tôt en raison d'un Événement Déclencheur).</p> <p>Les inclusions se produiront automatiquement à la réception par le FEI d'une notification d'inclusion soumise par l'Intermédiaire Financier sur une base trimestrielle, et les Transactions seront réputées être couvertes à partir de leur date de signature.</p>
PME	Désigne les micro (y compris les entrepreneurs individuels et les autoentrepreneurs), petites et moyennes entreprises telles que définies dans la Recommandation de la Commission.
Portefeuille	Désigne le portefeuille de Financements aux Bénéficiaires Finaux financés, chacun à hauteur du Taux de Partage de Risque, par la Contribution.
Processus d'Exclusion	<p>Lorsqu'un Financement à un Bénéficiaire Final inclus dans le Portefeuille s'avère ne pas être en conformité avec les Critères d'Éligibilités, il sera exclu du Portefeuille (réduisant ainsi le Volume Réel du Portefeuille) et sera (sauf exceptions ci-dessous) considéré comme n'ayant jamais été inclus.</p> <p>Si le Financement à un Bénéficiaire Final était ou devient inéligible 1) à cause de facteurs en dehors du contrôle de l'Intermédiaire Financier et 2) avant que l'Intermédiaire Financier ait demandé au FEI le remboursement d'une Perte Couverte, le Financement à un Bénéficiaire Final pourra rester couvert uniquement si l'Intermédiaire Financier prononce l'exigibilité immédiate des sommes dues dans les délais</p>

	<p>prescrits dans l'Accord de Contribution (dès que ça devient possible prenant en compte les lois applicables).³⁰ Autrement le Financement à un Bénéficiaire Final sera exclu du Portefeuille et ne bénéficiera plus de la couverture.</p> <p>Le Volume Réel du Portefeuille sera ajusté après une exclusion du Portefeuille en déduisant le montant total du capital engagé des Transactions exclues.</p> <p>Faisant suite à une exclusion, le montant égal au capital du Financement au Bénéficiaire Final multiplié par le Taux de Partage de Risques, moins toutes sommes du capital et tous les Recouvrements relatifs au Financement au Bénéficiaire Final déjà reçu par le FEI, devra être directement restitués.</p> <p>Si le Volume Réel du Portefeuille est ajusté conformément au présent article, l'Intermédiaire Financier peut inclure dans le Portefeuille une ou plusieurs autres Transactions qui respectent l'ensemble des Critères d'Eligibilité dans la mesure où le Volume Réel du Portefeuille ne dépasse pas le Volume Convenu du Portefeuille et à condition que ces inclusions soient faites avant la fin de la Période d'Inclusion.</p>
Recommandation de la Commission	Recommandation de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises (2003/361/CE, OJ L124, 20.05.2003, p.36), telle que modifiée, mise à jour, complétée et/ou substituée de temps à autre.
Taux de Partage des Risques	Fixé à 50%, le Taux de Partage de Risques correspond à la part de chaque Financement à un Bénéficiaire Final financé par le FP, et à la part de chaque Financement à un Bénéficiaire Final couverte par le partage de risques, qui s'applique pour déterminer le montant des Pertes Couvertes ainsi que les Recouvrements dus aux FEI.
Transfert de Bénéfice	<p>Sur la partie de la Contribution cofinancée par le FP, les Intermédiaires Financiers sélectionnés devront transférer le bénéfice de l'instrument aux Bénéficiaires Finaux sous la forme de taux d'intérêt réduits, de garanties réduites, de contributions réduites en fonds propres, de meilleures durées de prêts ou d'autres formes dans le but d'améliorer l'accès au financement. Le transfert de bénéfice peut également comprendre une combinaison des éléments ci-dessus.</p> <p>Les exigences spécifiques en termes de transfert de bénéfice doivent être adaptées à chaque Intermédiaire Financier par le FEI, selon son jugement professionnel, et en utilisant une approche rigoureuse, compte tenu par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ des politiques de crédit existantes de l'Intermédiaire Financier (avant la mise en œuvre de cet Instrument Financier) à l'égard des Bénéficiaires Finaux ciblés, et

³⁰ Pour éviter toute ambiguïté, dans un tel cas où le Financement au Bénéficiaire Final inéligible n'est pas exclu, tous les Frais de Gestion déjà payés, et ceux qui seraient dus par la suite, restent redevables.

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ du niveau de coûts d'exploitation acceptable comprenant, mais sans s'y limiter, les coûts et risques supplémentaires pour l'Intermédiaire Financier (par rapport à son activité standard) associés à la vérification des conditions d'éligibilité ou aux aides d'Etat.
Volume Convenu du Portefeuille	<p>Désigne le montant total en capital engagé au titre de transactions pouvant être incluses dans le Portefeuille à tout moment, exprimé en pourcentage du Volume Maximum du Portefeuille dans l'Accord de Contribution.</p> <p>Le Volume Convenu du Portefeuille peut être (i) diminué suite à un accord entre le FEI et l'Intermédiaire Financier ou (ii) augmenté par le FEI en vertu d'une notification d'augmentation du Volume Convenu du Portefeuille en cas de déploiement réussi du Portefeuille par l'Intermédiaire Financier.</p>
Volume Maximum du Portefeuille	<p>Désigne le volume maximum que le Volume Convenu du Portefeuille peut atteindre, tel que défini dans chaque Accord de Contribution.</p> <p>Le Volume Maximum du Portefeuille peut être mis à la disposition de l'Intermédiaire Financier par tranches pendant la Période d'Inclusion, en augmentant le Volume Convenu du Portefeuille.</p>
Volume Réel du Portefeuille	<p>Désigne, le montant total en capital engagé au titre des transactions (c.-à-d. Financements aux Bénéficiaires Finaux) conclues par l'Intermédiaire Financier et incluses dans le Portefeuille, afin d'éviter toute ambiguïté :</p> <ul style="list-style-type: none"> i) si les montants engagés au titre d'une transaction sont réduits (notamment, en raison de remboursement, de l'expiration ou de l'échéance de cette transaction), cela ne réduira pas le Volume Réel du Portefeuille ; ii) Le Volume Réel de Portefeuille sera réduit au regard du montant des transactions qui n'ont finalement pas été décaissées aux Bénéficiaires Finaux, ou qui ont été seulement partiellement décaissées, dans les délais prévus dans l'Accord de Contribution ; iii) si une transaction devient une transaction non-performante, toute Pertes Couvertes (net de tout Recouvrement) ne seront pas prises en compte dans le calcul du Volume Réel du Portefeuille ; iv) si une transaction est exclue du Portefeuille dans le cadre du Processus d'Exclusion décrit ci-dessous, cette Transaction ne sera pas prise en compte dans le calcul du Volume Réel du Portefeuille ; et v) le Volume Réel du Portefeuille ne peut en aucun cas dépasser le Volume Convenu du Portefeuille. <p>Le FEI exigera que le portefeuille cible soit granulaire.</p>

C. AUTRES	
Audit et contrôle	<p>Les Intermédiaires Financiers qui ont bénéficié du PRSL devront autoriser et permettre l'accès aux informations et aux documents relatifs au PRSL aux représentants des autorités régionales, du Groupe BEI, de la Commission, à l'Office européen de lutte antifraude (OLAF), au parquet européen (EPPO), Cour des comptes européennes et de tous autres organismes autorisés à mener de telles opérations d'audit et de contrôle.</p> <p>A cet égard, les Intermédiaires Financiers devront inclure dans chaque contrat de Financement aux Bénéficiaires Finaux tous les éléments nécessaires pour que de telles actions puissent être menées.</p>
Conformité avec la réglementation en vigueur	<p>Les Intermédiaires Financiers se conforment à tous égards à l'ensemble des lois et règlements (qu'il s'agisse de lois et règlements nationaux ou de lois et règlements de l'Union européenne) auxquels ils peuvent être soumis et dont la violation peut (i) avoir un impact négatif sur l'exécution de l'Accord de Contribution ou (ii) porter atteinte aux intérêts de la Région Occitanie et du FEI dans le cadre de l'Accord de Contribution.</p> <p>L'Intermédiaire Financier doit inclure dans la documentation de chaque Transaction :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) des engagements des Bénéficiaires Finaux équivalents à ceux contenus ci-dessus ; et (ii) toutes les déclarations, les garanties et autres engagements des Bénéficiaires Finaux afin de s'assurer que chaque Financement à un Bénéficiaire Final inclus dans le Portefeuille sera conforme à tout moment aux Critères d'Eligibilité. <p>L'Intermédiaire Financier s'engage, et s'assure que chaque Bénéficiaire Final s'engage, (i) à respecter à tout moment les normes pertinentes et la législation applicable en matière de prévention du blanchiment d'argent, de lutte contre le terrorisme et de fraude fiscale et (ii) à ne pas (sauf si cela résulte uniquement d'événements ou de circonstances indépendants de la volonté de l'Intermédiaire ou du Bénéficiaire Final, selon le cas) être établi dans une Juridiction non conforme, sauf en cas de JNC Implémentation.</p>
Déclaration sur la Protection des Données	<p>Désigne la déclaration du FEI sur les opérations de traitement des données personnelles des Soumissionnaires et des Intermédiaires Financiers, telle que publiée sur le site web du FEI.</p>
JNC Implémentation	<p>Signifie que le Bénéficiaire Final est établi et opère dans le pays d'établissement de l'Intermédiaire Financier et que rien</p>

	n'indique que la Transaction du Bénéficiaire Final en question soutient des actions qui contribuent à des Activités Ciblées.
Loi applicable et langue	Les termes de l'Accord de Contribution (entre l'Intermédiaire Financier et le FEI) seront rédigés en langue anglaise, régis par la loi française et soumis aux juridictions compétentes des tribunaux de la France.
Politique Antifraude du Groupe BEI	L'Intermédiaire Financier reconnaît la Politique Antifraude qui définit la politique du FEI en matière de prévention et de dissuasion de la corruption, de la fraude, de la collusion, de la coercition, de l'obstruction, du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme et s'engage à prendre les mesures appropriées pour (i) faciliter la mise en œuvre de cette politique et (ii) soutenir les enquêtes menées par le FEI ou la BEI, agissant au nom du FEI, de l'OLAF, du Parquet européen (European Public Prosecutor's Office (EPPO)), de la CCE (European Court of Auditors (ECA)) ou de toute autre institution ou organe de l'UE en rapport avec des comportements interdits réels ou présumés. L'Intermédiaire Financier reconnaît en outre que le Garant peut lui notifier toute modification de celle-ci et dans ce(s) cas, suite à cette(ces) notification(s), les Parties se consulteront afin d'examiner si l'Intermédiaire est en mesure d'assumer la même obligation que ci-dessus en ce qui concerne la Politique Antifraude modifiée.
Publicité	<p>Les Intermédiaires Financiers devront mener des campagnes de marketing et de publicité appropriées comme précisé dans l'Accord de Contribution et utiliser la charte graphique définie pour FOSTER II. Ces campagnes auront pour but de faire connaître le FP « FOSTER II ».</p> <p>Il sera notamment demandé contractuellement à l'Intermédiaire Financier de respecter les obligations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Labelliser les Financements aux Bénéficiaires Finaux : leur nom devra clairement faire référence à FOSTER II (p.ex. prêt bénéficiant du PRSL dans le cadre de FOSTER II) ; ○ Promouvoir l'Instrument FOSTER II et la Contribution auprès des Bénéficiaires Finaux à travers son site Internet ; ○ S'engager à ce que tous les documents relatifs à la Contribution, y compris, notamment, la demande de prêt, le contrat de prêt, les brochures de promotion à l'attention des Bénéficiaires Finaux, etc. comporteront la mention indiquant que le Financement aux Bénéficiaires Finaux n'a pu être mise en œuvre qu'avec le support des ressources de la Région Occitanie. <p>Par ailleurs, selon certaines conditions qui seront précisées dans l'Accord de Contribution, dès qu'un prêt à un Bénéficiaire Final sera décaissé, l'Intermédiaire Financier s'assurera que ce</p>

	<p>dernier communique sur l'investissement réalisé en s'engageant contractuellement à apposer des plaques ou des panneaux d'affichage durables clairement visibles par le public, qui présentent l'emblème de l'Union et celui de la Région Occitanie.</p> <p>Le texte et/ou les logos de la Région Occitanie seront communiqués par la suite à l'Intermédiaire Financier au cours de la phase de négociation de l'Accord de Contribution.</p> <p>Avantage financier : l'avantage financier dont bénéficient les Bénéficiaires Finaux grâce au support de FOSTER II devra être identifié lors de la signature du contrat de Financement aux Bénéficiaires Finaux et devra être formellement communiqué au Bénéficiaire Final. L'avantage financier offert (dont par exemple la réduction des garanties exigées) pourra être utilisé comme un instrument de promotion par l'Intermédiaire Financier.</p>
Reporting	<p>L'Intermédiaire Financier devra communiquer au FEI dans les trente (30) jours calendaires après la fin du trimestre, des rapports trimestriels, selon un format standard, qui devront inclure, entre autres, des informations sur chacun des Financements aux Bénéficiaires Finaux inclus dans le Portefeuille (entre autres: données sur les Bénéficiaires Finaux, sur le montant, la structure, la durée, la finalité des Financements aux Bénéficiaires Finaux, les encours, les remboursements et les défauts des Financements aux Bénéficiaires Finaux, etc.).</p>

APPENDICE A

CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ

Chaque Financement à un Bénéficiaire Final inclus dans le Portefeuille doit être conforme aux Critères d'Éligibilité du Bénéficiaire Final et aux Critères d'Éligibilité du Financement au Bénéficiaire Final, comme indiqué ci-dessous et à tout critère d'éligibilité supplémentaire défini dans les conditions spécifiques de l'Accord de Contribution concerné.

Des Critères d'Éligibilité du Portefeuille pourront aussi être convenus afin d'en assurer une certaine granularité et diversification (tel que le plafonnement des expositions importantes).

Il convient de noter que les Critères d'Éligibilité pourraient être adaptés au cours de la mise en œuvre de l'Instrument Financier afin de répondre aux évolutions du marché et aux changements législatifs pertinents. En tout état de cause, une telle modification n'affectera pas l'éligibilité des Financements aux Bénéficiaires Finaux déjà inclus dans le Portefeuille et sera soumis à l'accord des Parties.

Les Critères d'Éligibilité doivent être respectés à tout moment, à l'exception des Critères d'Éligibilité du Bénéficiaire Final et de certains des Critères d'Éligibilité du Financement au Bénéficiaire Final, qui doivent être respectés à la date de signature de la transaction concernée. Pour chaque Critère d'Éligibilité supplémentaire, le cas échéant, les termes spécifiques de l'Accord de Contribution concerné indiqueront s'il doit être respecté ou non à tout moment.

Une violation de l'un des Critères d'Éligibilité entraînera l'exclusion de la ou des Transactions concernées du Portefeuille, sauf comme spécifié dans le « Processus d'exclusion ».

A - Critères d'Éligibilité relatifs aux Bénéficiaires Finaux

		Application
1.	Le Bénéficiaire Final doit être une PME, telle que définie selon la Recommandation de la Commission.	A la date de signature
2.	Le Bénéficiaire Final n'est pas en souffrance ou en défaut à l'égard de tout autre prêt ou crédit-bail accordé soit par l'Intermédiaire Financier soit par une autre institution financière conformément aux directives internes de l'Intermédiaire Financier et de sa politique usuelle de crédit.	A la date de signature
3.	Le Bénéficiaire Final ne doit pas avoir une activité prédominante dans un ou plusieurs des Secteurs Restreints, la détermination se faisant à la discrétion de l'Intermédiaire Financier en se basant, entre autres, sur l'importance relative d'un tel secteur pour les	A la date de signature

	revenus, le chiffre d'affaires ou la clientèle du Bénéficiaire Final en question) ³¹ .	
4.	Le Bénéficiaire Final doit avoir (ou ouvrir dans les douze mois qui suivent la signature du contrat de prêt) son siège social et/ou un établissement actif dans au moins un des départements suivants : l'Ariège (09), l'Aude (11), l'Aveyron (12), le Gard (30), la Haute-Garonne (31), le Gers (32), l'Hérault (34), le Lot (46), la Lozère (48), les Hautes-Pyrénées (65), les Pyrénées-Orientales (66), le Tarn (81), le Tarn-et-Garonne (82).	A la date de signature
5.	Le Bénéficiaire Final n'a pas bénéficié d'une aide d'État déclarée illégale ou non conforme en vertu du droit de l'Union ou du droit national dans le cadre de l'Accord de Contribution, qui n'a pas encore été restituée.	A la date de signature
6.	Le Bénéficiaire Final ne doit pas être en situation d'exclusion (telle que définie dans l'Accord de Contribution). ³²	A la date de signature
7.	Le Bénéficiaire Final doit être considéré comme financièrement viable selon les procédures usuelles de l'Intermédiaire Financier. Le Bénéficiaire Final ne doit pas faire l'objet d'une procédure collective d'insolvabilité, ni remplir, selon le droit national qui lui est applicable, les conditions de soumission à une procédure collective d'insolvabilité à la demande des créanciers.	A la date de signature
8.	Le Bénéficiaire Final ne doit pas être incorporé ou établi dans une Juridiction non conforme, sauf dans le cas de la mise en œuvre du JNC.	A la date de signature
9.	Le Bénéficiaire Final ne doit pas être une Personne Sanctionnée et ne viole pas les Mesures Restrictives. ³³	Sur la durée du financement
10.	Le Bénéficiaire Final ne doit pas mener d'Activités Illégales.	Sur la durée du financement

B - Critères d'Éligibilité relatifs aux Financements des Bénéficiaires Finaux

1.	Les Financements aux Bénéficiaires Finaux doivent être décaissés (partiellement ou dans leur intégralité) pendant la Période d'Éligibilité.	A la date de signature
----	---	------------------------

³¹ Des restrictions additionnelles peuvent s'appliquer en vertu des politiques internes du FEI ou des règles d'Aides d'Etat. Ce critère d'éligibilité est susceptible de changer en cas de changement ou remplacement des politiques internes du FEI en question.

³² La définition sera substantiellement similaire aux Situations d'Exclusion.

³³ Tels que définis dans les politiques internes du FEI.

2.	Les Financements aux Bénéficiaires Finaux doivent être nouvellement octroyés. Pour éviter toute ambiguïté, le refinancement d'obligations/de prêts existants n'est pas éligible.	A la date de signature
3.	Les Bénéficiaires Finaux qui bénéficient du soutien de FOSTER II sont sélectionnés en tenant dûment compte de la viabilité économique potentielle des projets d'investissement des Bénéficiaires Finaux à financer.	A la date de signature
4.	Les Financements aux Bénéficiaires Finaux peuvent financer : a. des investissements dans des actifs corporels ou incorporels (comme par exemple : prestations de conseil, formations, prestation de maîtrise d'œuvre...) ; Pour éviter toute ambiguïté, l'achat de parts sociales y compris dans le contexte familial est éligible ; et/ou b. le besoin en fonds de roulement - BFR ; et/ou c. la TVA relative aux points a) et b) ci-dessus.	Sur la durée du financement
5.	Conformément aux objectifs de l'Instrument Financier, les Financements aux Bénéficiaires Finaux doivent permettre de financer des projets innovants en intervenant sur des phases telles que : a) La création de nouvelles entreprises ; b) Le capital de démarrage (capital d'amorçage et capital de démarrage) ; c) Le capital d'expansion ; d) le capital pour le renforcement des activités générales d'une entreprise ; e) la réalisation de nouveaux projets ; et/ou f) la pénétration de nouveaux marchés ou de nouveaux développements par des entreprises existantes.	A la date de signature
6.	Les Financements aux Bénéficiaires Finaux doivent être conformes aux conditions de l'Accord de Contribution relatives au Transfert de Bénéfice (p.ex. réduction de taux d'intérêt et/ou de garanties requises).	Sur la durée du financement
7.	Les Financements aux Bénéficiaires Finaux doivent être utilisés sur le territoire de la Région, c'est-à-dire : o en cas de financement d'un investissement dont la localisation peut être déterminée sans ambiguïté : le lieu de l'investissement doit se situer sur le territoire de la Région ; ou o en cas de financement d'un investissement dont la localisation ne peut pas être déterminée sans ambiguïté, ou tout autre type de financement : le siège ou un	Sur la durée du financement

	établissement actif du Bénéficiaire Final doit se situer sur le territoire de la Région.	
8.	<p>Les Financements aux Bénéficiaires Finaux ne devront pas financer des dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ L'achat de terrain ; ○ Les véhicules/navires de transport de transport à carburant fossile, y compris les véhicules/navires dédiés au transport de combustibles fossiles ou de combustibles fossiles mélangés à des combustibles de substitution ; ○ Les amendes, pénalités financières, frais de justice et de contentieux, exonérations de charges ; ○ Les frais débiteurs, agios et autres charges financières ; ○ Des activités purement financières ou de développement immobilier lorsque celles-ci sont effectuées comme une activité d'investissement financier et plus spécifiquement, les projets d'investissement sous-jacents correspondant aux limites sectorielles (NAF rév.2) suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ▪ 41.1 : Promotion immobilière ; ▪ 64 : Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite ; ▪ 65 : Assurance ; ▪ 66 : Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance ; ▪ 68 : Activités immobilières ; <p>S'agissant de l'éligibilité des structures de type holding, si un certain nombre d'activités (codes NACE : 64.2, 66.3 et 68.2) ne sont pas éligibles en vertu de ce qui est mentionné ci-dessus, les transactions financées pourraient être considérées comme éligibles à condition que l'Intermédiaire Financier soit en mesure de documenter que 1) l'activité sous-jacente directe (de la société d'exploitation) est une activité éligible et 2) le financement accordé est destiné à financer et est effectivement utilisé pour financer, le développement/l'exploitation directe de l'activité susmentionnée.</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Les projets portés par des agriculteurs ou des aquaculteurs ou des pêcheurs ainsi que les projets concernant des produits de l'agriculture, de la pêche ou de l'aquaculture. ○ Les coûts liés au contrat de crédit-bail, tels que la marge du bailleur, coûts de refinancement d'intérêts, frais généraux frais d'assurance, auto-construction. ○ Toutes autres dépenses relatives à des restrictions définies et appliquées conformément à la politique générale du FEI sur les Secteurs Restreints (Appendice B), les restrictions 	Sur la durée du financement

	liées aux Aides d'État, ainsi que les restrictions au titre du règlement FEDER (Appendice B).	
9.	Devise des Financements aux Bénéficiaires Finaux : EUR.	Sur la durée du financement
10.	Les Financements aux Bénéficiaires Finaux ne doivent pas excéder le montant maximum déterminé selon les règles de cumul d'aides applicables selon les dispositions du régime des Aides d'état applicable, y inclus le règlement UE 1407/2013 dit de minimis.	Sur la durée du financement
11.	Les Financements aux Bénéficiaires Finaux doivent financer des dépenses effectuées par le Bénéficiaire Final à compter de la date de dépôt de la demande de financement auprès de l'Intermédiaire Financier et les investissements devant être soutenus par le Financement au Bénéficiaire Final n'ont pas été physiquement terminés ou intégralement mis en œuvre à la date d'approbation des documents attestant le Financement au Bénéficiaire Final.	Sur la durée du financement
12.	Les Financements aux Bénéficiaires Finaux prenant la forme de prêts amortissables, de prêts in fine et de prêts ballon sont éligibles. Pour éviter toute ambiguïté, les prêts subordonnés du type prêt participatif avec une participation égale à zéro sont éligibles. Les financements du type ligne de crédit, leasing, revolving et les prêts subordonnés avec prise de participation au capital du Bénéficiaire Final ne sont pas éligibles.	Sur la durée du financement
13.	Les Financements aux Bénéficiaires Finaux doivent avoir une durée de 12 mois minimum.	Sur la durée du financement
14.	Les Financements aux Bénéficiaires Finaux ne doivent pas être utilisés pour préfinancer des subventions (au sens du RPDC).	A la date de signature
15.	Les Financements aux Bénéficiaires Finaux ne doivent pas financer des Activités Illégales ou des arrangements artificiels visant à éviter les impôts.	Sur la durée du financement
16.	Les Financements aux Bénéficiaires Finaux ne doivent pas financer des transactions (i) avec une Personne Sanctionnée, ou (ii) qui sont en violation de toute mesure restrictive. ³⁴	Sur la durée du financement

³⁴ Tels que définis dans les politiques internes du FEI.

Pour les Bénéficiaires Finaux des Financements accordés / émis pour financer des actifs ou des projets spécifiques, les restrictions suivantes s'appliquent également :

1.	<p>Pour les Financements aux Bénéficiaires Finaux accordés / émis dans un but spécifique de financer la construction de nouveaux bâtiments³⁵ et la réhabilitation majeure de bâtiments existants (c'est-à-dire dépassant 25 % de la surface ou 25 % de la valeur du bâtiment hors terrain), toute construction de nouveaux bâtiments et toute réhabilitation majeure de bâtiments existants doit être conforme aux normes énergétiques nationales définies par la Directive sur la performance énergétique des bâtiments (DPEB, 2018/844/UE).</p>
2.	<p>Les Financements aux Bénéficiaires Finaux accordés / émis dans un but spécifique de financer le chauffage et/ou la climatisation (y compris la production combinée de froid/chaaleur et d'électricité (PCCC, PCCE)) de bâtiments doivent financer l'un des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) Les investissements impliquant la production de chaleur à partir de combustibles renouvelables ou « cogénération éligible », pour lesquels la « cogénération éligible » est définie comme : <ul style="list-style-type: none"> a. basée sur 100 % d'énergie renouvelable, de chaleur perdue ou une combinaison des deux ; ou b. si elle est basée sur moins de 100% d'énergie renouvelable et que la partie restante est alimentée au gaz (aucun autre combustible fossile n'est éligible) : le rendement global doit être supérieur à 85%, le rendement étant calculé comme suit : (production de chaleur + électricité) divisé par la consommation de combustible gazeux ; (ii) Les investissements portant sur des chaudières à gaz naturel de petite et moyenne taille, d'une capacité maximale de 20 MWth, répondant aux critères minimaux d'efficacité énergétique, définis comme des chaudières classées A dans l'UE (applicables aux <400kWth) ou des chaudières dont le rendement est supérieur à 90% ; (iii) Les investissements impliquant la réhabilitation ou l'extension de réseaux de chauffage urbain existants s'il n'y a pas d'augmentation des émissions de CO2 résultant de la combustion de charbon, de tourbe, de pétrole, de gaz ou de déchets non organiques sur une base annuelle ; et/ou (iv) Les investissements concernant de nouveaux réseaux de chauffage urbain ou des extensions substantielles de réseaux de chauffage urbain existants si le réseau utilise au moins 50 % d'énergie renouvelable ou 50 % de chaleur résiduelle ou 75 % de chaleur cogénérée, ou 50 % d'une combinaison de ces énergies et de cette chaleur.

³⁵ Les bâtiments sont définis comme des constructions couvertes ayant des murs, pour lesquelles l'énergie est utilisée pour conditionner le climat intérieur. Cette définition des bâtiments englobe les serres et les bâtiments industriels.

3.	<p>Pour les Financements aux Bénéficiaires Finaux accordés / émis dans un but spécifique de financer des investissements dans la production d'électricité et/ou de chaleur, utilisant la biomasse, les conditions suivantes de durabilité de la biomasse doivent être remplies :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) la matière première doit provenir de biomasse non contaminée ou de déchets biogènes à l'intérieur de l'UE, ou certifiée durable lorsqu'elle provient d'un pays tiers à l'UE, et ne doit pas consister en des cultures destinées à l'alimentation humaine ou animale ; (ii) les matières premières forestières sont certifiées conformément aux normes internationales de certification de la durabilité des forêts ; (iii) aucun produit à base d'huile de palme ou matière première provenant de forêts tropicales et/ou de sites protégés³⁶ ne doit être utilisé.
4.	<p>Les Financements aux Bénéficiaires Finaux ne doivent pas avoir pour but le financement du dessalement.</p>
5.	<p>Les Financements aux Bénéficiaires Finaux ne doivent pas avoir pour objet le financement des activités correspondant aux secteurs définis aux paragraphes (g) et (h) de l'Appendice B (Secteurs Restreints). En ce qui concerne les Financements aux Bénéficiaires Finaux qui n'ont pas été accordés / émis dans un but précis (par exemple BFR), le Bénéficiaire Final concluant un tel Financement à Bénéficiaire Final ne doit pas être actif dans les secteurs visés aux paragraphes (g) et (h) de l'Appendice B (Secteurs Restreints).</p>

³⁶ Les sites protégés comprennent les sites « Natura 2000 » désignés dans le cadre de la législation européenne pertinente, les sites reconnus dans le cadre des conventions de Ramsar, de Berne (réseau Emeraude) et de Bonn et les zones désignées ou identifiées pour être considérées comme des zones protégées par les gouvernements nationaux.

APPENDICE B

SECTEURS RESTREINTS³⁷

a. Activités économiques illégales

Toute production, commerce ou autre activité, qui sont illégales au regard des lois ou des réglementations de la juridiction d'accueil pour de telle production, commerce ou activité.

Le clonage humain ayant pour but la reproduction est considéré comme une Activité Économique Illégale dans le cadre de ces lignes directrices.

b. Tabac et distillation de boissons alcoolisées

La production et le commerce de tabac et de Boissons Alcoolisées Distillées et les produits similaires.

Cela comprend, mais sans s'y limiter, les activités relevant des codes NACE (i) A1.1.5 (Culture du tabac), (ii) C12 (Fabrication de produits à base de tabac), (iii) C12.0 (Fabrication de produits à base de tabac), (iv) C12.0.0 (Fabrication de produits à base de tabac), (v) G46.3.5 (Commerce de gros de produits à base de tabac), (vi) G47.2.6 (Commerce de détail de produits à base de tabac en magasin spécialisé), et (vii) C11.0.1 (Production de boissons alcooliques distillées).

c. Fabrication et commerce d'armes et de munitions

Le financement de la fabrication et le commerce d'armes et de munitions ou d'objets similaires. Cette restriction ne s'applique pas dans la mesure où ces activités font partie ou sont accessoires aux politiques explicites de l'Union européenne.

Cela inclut, mais sans s'y limiter, les activités relevant des codes NACE (i) C25.4 (Fabrication d'armes et de munitions), (ii) C25.4.0 (Fabrication d'armes et de munitions), (iii) C20.5.1 (Fabrication de produits explosifs), (iv) C30.4 (Construction de véhicules militaires de combat) et (v) C30.4.0 (Construction de véhicules militaires de combat).

d. Jeux de hasard et d'argent

Jeux de hasard et d'argent ou les entreprises similaires.

Cela inclut, mais sans s'y limiter, les activités relevant des codes NACE (i) R92 (Organisation de jeux de hasard et d'argent), (ii) R92.0 (Organisation de jeux de hasard et d'argent) et (iii) R92.0.0 (Organisation de jeux de hasard et d'argent) activités de paris).

³⁷ Cette liste de Secteurs Restreints est indicative et pourrait être mise à jour à la seule discrétion du FEI.

e. Les restrictions liées aux secteurs de l'Information et de la Technologie

La recherche, le développement ou les applications techniques relatives aux programmes de données électroniques où des solutions, dont:

- (i) le but porte précisément sur:
 - a) le soutien à toute activité incluse dans les Secteurs Restreints du FEI se rapportant aux points a. – d. ci-dessus;
 - b) les paris en ligne (sur Internet) et les jeux de hasard en ligne, ou
 - c) la pornographie

ou dont:

- (ii) l'intention est de permettre illégalement:
 - a) d'entrer dans les réseaux électroniques; ou
 - b) de télécharger des données électroniques.

f. Limites sectorielles liées aux sciences de la vie

Quand un soutien est apporté au financement de la recherche, du développement ou des applications techniques liées :

- (i) au clonage humain à des fins de recherches ou à des fins thérapeutiques; ou
- (ii) des Organismes Génétiquement Modifiés (« OGM »),

Le FEI demandera à sa contrepartie/l'Intermédiaire Financier une assurance particulière sur la légalité, la réglementation et les problèmes éthiques liés au clonage humain pour la recherche ou à des fins thérapeutiques et/ou aux OGM.

g. La production d'énergie à partir de combustibles fossiles et activités connexes

- (i) Extraction, traitement, transport et stockage du charbon;
- (ii) Exploration et production de pétrole, raffinage, transport, distribution et stockage;
- (iii) Exploration et production de gaz naturel, liquéfaction, regazéification, transport, distribution et stockage;
- (iv) Production d'énergie électrique dépassant la norme de performance en matière d'émissions (soit 250 grammes de CO₂ par kWh d'électricité), applicable aux centrales électriques et aux centrales de cogénération alimentées par des combustibles fossiles, aux centrales géothermiques et aux centrales hydroélectriques avec de grands réservoirs;

h. Les industries à forte consommation d'énergie et/ou à fortes émissions de CO₂ (nomenclature NACE, 4 chiffres)

- (i) Fabrication de produits chimiques de base organiques (NACE 20.14);
- (ii) Fabrication de produits chimiques de base inorganiques (NACE 20.13);
- (iii) Fabrication d'engrais et de composés azotés (NACE 20.15);
- (iv) Fabrication de matières plastiques sous forme primaire (NACE 20.16);
- (v) Fabrication de ciment (NACE 23.51) ;
- (vi) Fabrication de fer et d'acier de base et de ferro-alliages (NACE 24.10) ;

- (vii) Fabrication de tubes, tuyaux, profilés creux et accessoires connexes, en acier (NACE 24.20);
- (viii) Étirage à froid de barres (NACE 24.31);
- (ix) Laminage à froid de feuillards (NACE 24.32);
- (x) Profilage à froid par formage ou pliage (NACE 24.33);
- (xi) Tréfilage à froid (NACE 24.34);
- (xii) Production d'aluminium (NACE 24.42);
- (xiii) Fabrication d'avions utilisant des carburants conventionnels et de machines connexes (sous-activités énumérées sous l'activité NACE 30.30 « Construction aéronautiques et spatiale et de machines connexes »);
- (xiv) Transports aériens de passagers utilisant des carburants conventionnels (sous-activités sous NACE 51.10);
- (xv) Transports aériens de fret utilisant des carburants conventionnels (sous-activités sous NACE 51.21);
- (xvi) Services auxiliaires des transports aériens utilisant des carburants conventionnels (sous-activités sous NACE 52.23).

i. Les exclusions au titre du règlement FEDER :

- a) le démantèlement ou la construction de centrales nucléaires;
- b) les investissements visant à permettre la réduction des émissions de gaz à effet de serre provenant d'activités énumérées à l'annexe I de la directive 2003/87/CE ;
- c) la production, la transformation et la commercialisation du tabac et des produits du tabac ;
- d) une entreprise en difficulté, au sens de l'article 2, point 18, du règlement (UE) n° 651/2014, à moins que cela ne soit autorisé dans le cadre d'une aide de minimis ou de règles temporaires en matière d'aide d'État établies pour faire face à des circonstances exceptionnelles;
- e) les investissements dans les infrastructures aéroportuaires, sauf pour les régions ultrapériphériques ou dans les aéroports régionaux existants au sens de l'article 2, point 153, du règlement (UE) n° 651/2014, dans l'un des cas suivants:
 - i) mesures d'atténuation des impacts sur l'environnement; ou
 - ii) systèmes de sécurité, de sûreté, et de gestion du trafic aérien issus du système de recherche pour la gestion du trafic aérien dans le ciel unique européen;
- f) les investissements dans l'élimination des déchets par la mise en décharge, sauf:
 - i) pour les régions ultrapériphériques, dans des cas dûment justifiés uniquement; ou
 - ii) pour les investissements destinés au démantèlement, à la reconversion ou à la mise en sécurité de décharges existantes, à condition que ces investissements n'augmentent pas leur capacité;
- g) les investissements améliorant la capacité des installations de traitement des déchets résiduels, sauf:
 - i) dans les régions ultrapériphériques, uniquement dans des cas dûment justifiés;

- ii) les investissements dans les technologies visant à la récupération des matériaux issus des déchets résiduels à des fins d'économie circulaire;
- h) les investissements liés à la production, à la transformation, au transport, à la distribution, au stockage ou à la combustion de combustibles fossiles, à l'exception des opérations suivantes:
 - i) le remplacement des systèmes de chauffage utilisant des combustibles fossiles solides, à savoir le charbon, la tourbe, le lignite et le schiste bitumineux, par des systèmes de chauffage au gaz, aux fins:
 - de la transformation des systèmes de chauffage et de refroidissement urbains en un «réseau de chaleur et de froid efficace» au sens de l'article 2, point 41), de la directive 2012/27/UE,
 - de la transformation des centrales de production combinée de chaleur et d'électricité en «cogénération à haut rendement» au sens de l'article 2, point 34), de la directive 2012/27/UE,
 - d'investissements dans les chaudières et les systèmes de chauffage au gaz naturel dans les logements et les bâtiments remplaçant les installations à base de charbon, de tourbe, de lignite ou de schiste bitumineux;
 - ii) les investissements dans l'expansion et la réaffectation, la conversion ou la modernisation des réseaux de transport et de distribution de gaz, à condition que ces investissements préparent les réseaux à l'ajout, dans le système, de gaz renouvelables et à faible teneur en carbone, tels que l'hydrogène, le biométhane et le gaz de synthèse, et permettent de remplacer les installations utilisant des combustibles fossiles solides;
 - iii) les investissements dans:
 - les véhicules propres au sens de la directive 2009/33/CE du Parlement européen et du Conseil³⁸ destinés à des missions publiques, et
 - les véhicules, les aéronefs et les navires conçus et construits ou adaptés aux fins de leur utilisation par les services de protection civile et d'incendie.

³⁸ Directive 2009/33/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative à la promotion de véhicules de transport routier propres à l'appui d'une mobilité à faible taux d'émissions (JO L 120 du 15.5.2009, p. 5).

APPENDICE C

GUIDANCE INDICATIVE VISANT A CATEGORISER LES THEMATIQUES

Cette guidance est indicative et a pour but de faciliter la mise en œuvre de l'Opération et particulièrement les obligations de reporting afférentes. Elle sera communiquée au(x) Intermédiaire(s) Financier(s) au début de la mise en œuvre et pourra être amendée le cas échéant pendant cette dernière.

Cette guidance a pour objet de cadrer la classification et la catégorisation des Bénéficiaires Finaux, au regard des obligations de reporting des Intermédiaires Financiers. Elle sous-entend qu'il est attendu qu'une fraction significative du Portefeuille relève des items mentionnés.

Pour chaque projet, une seule catégorie doit être sélectionnée parmi les 4 verticales ci-dessous. Si le projet relève de plusieurs thématiques, il convient de cocher uniquement celle pour laquelle, parmi les 4 thématiques, la majorité des dépenses est mobilisée.

La thématique horizontale « Economie Sociale et Solidaire » (ESS) peut être rattachée (ou non) à l'une des 4 autres thématiques de cette facilité. Exemple : une PME répondant aux critères de l'ESS pourrait relever de la filière du numérique ; ainsi dans ce contexte (ESS rattachée à une thématique verticale), l'Intermédiaire Financier devra reporter que c'est i) une ESS et ii) cocher également la thématique « Transformation digitale ».

a. Quatre (4) thématiques verticales

Thématique verticale	Type de financement FOSTER II
Internationalisation	Le Financement du Bénéficiaire Final cible des innovations sur l'expansion internationale de PME régionales (implantation ou commerce hors de France)
Transition industrielle	Financement des PME actives dans : <ul style="list-style-type: none">▪ les chaînes de valeur industrielles régionales emblématiques : Aéronautique, Agro-alimentaire, Chimie, Électronique, Pharmacie, Spatial, Nouvelles filières énergétiques▪ les filières locales, à enjeux ou émergentes : bois (outre la phase de 1^{ère} transformation), artisanat de production, nouvelles mobilités, santé, agro/agri/biotech.
Transformation digitale	Le Financement du Bénéficiaire Final a pour objet principal le finance de PME actives dans la filière numérique.
Transformation écologique	Le Financement du Bénéficiaire Final cible des innovations sur notamment : <ul style="list-style-type: none">▪ Les filières énergétiques (financement de l'efficacité énergétique, énergie renouvelable du type solaire, éolien, hydrogène, etc.)

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les investissements dans des biens matériels/immatériels visant à favoriser l'éco-conception, la réduction des déchets, la sobriété énergétique, la préservation de la biodiversité et la prévention des risques sanitaires environnementaux ▪ L'utilisations de produits biosourcés, implication dans des achats en circuit court, renforcement du réemploi ▪ Toute autre activité visant à répondre aux grands enjeux environnementaux, à la lutte contre le changement climatique et à la rationalisation des ressources. <p>Ou le Bénéficiaire Final est :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Actif dans le secteur du tourisme labelisé « tourisme vert », « tourisme durable, responsable », etc. ▪ s'inscrit dans une démarche RSE.
--	--

b. Une (1) thématique horizontale³⁹

Thématique verticale	Type de financement FOSTER II
Economie Sociale et Solidaire / Micro-entrepreneuriat	<p>Le Bénéficiaire Final répond à un des points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Association loi 1901, une coopérative (SCOP, SCIC), une mutuelle ou une fondation ▪ PME qui détient l'agrément ESUS (Entreprise solidaire d'utilité sociale), agrément délivré par la Préfecture, attestant que l'entreprise applique les valeurs de l'ESS

³⁹ Bien que non repris en tant que thématique de reporting à part entière, les entreprises en création (définies sur base de l'ancienneté du Bénéficiaire Final) représentent aussi une cible privilégiée de FOSTER II.

ANNEXE III

de l'Appel À Manifestation d'Intérêt Ouvert afin de sélectionner un ou plusieurs Intermédiaires Financiers dans le cadre de l'Instrument Financier «FOSTER II»

INFORMATIONS REQUISES LORS DE LA PRE-SELECTION (A L'ETAPE DE DUE DILIGENCE)

Les points ci-dessous listent les sections portant sur les informations qui peuvent être requises pour les besoins de la *due diligence* et seulement lors d'un résultat positif à l'étape de Pré-sélection. En cas de soumissions conjointes, l'ensemble des informations suivantes fournies par le Soumissionnaire devront être agrégées (en incluant également celles de chaque Entité Participante).

A la discrétion du FEI, les Soumissionnaires ayant conclu un autre Accord de Contribution avec le FEI ou ayant soumis une demande pour obtenir une Contribution FEI dans le cadre d'un autre programme peuvent être dispensés de fournir des informations qualitatives ou quantitatives ou ne seront soumis qu'à une obligation d'informations limitée aux seul(e)s mises à jour pertinentes ou changements matériels et écarts par rapport à la dernière soumission de manifestation d'intérêt présentée au (ou *due diligence* conduite par le) FEI au regard de tout autre programme du FEI ou toute autre Transaction, le cas échéant.

1. PRINCIPES DE FONCTIONNEMENT (CONCERNANT L'ACTIVITE AVEC LES BENEFICIAIRES FINAUX)

- 1.1. **Politique de crédit et appétit au risque** : description des procédures internes et lignes directrices, des outils et systèmes utilisés pour l'évaluation du risque de crédit.
 - 1.1.1. Description des procédures d'approbation des crédits (processus, autorités compétentes, délégation d'autorité de décision (plafonds de délégation), etc.).
 - 1.1.2. Description de la procédure de relance et du système de surveillance/ suivi des remboursements des crédits (suivi des dates de paiement, système d'alerte, etc.).
 - 1.1.3. Procédures d'apurement / de recouvrement (étapes suivies, services impliqués, indication si le processus de recouvrement est traité en interne ou est externalisé, durée des procédures de recouvrement).

- 1.2. **Gestion des risques du portefeuille** : méthodes utilisées pour déterminer les pertes provisionnelles, le provisionnement et la gestion du risque de crédit au niveau du portefeuille.
- 1.3. **Informations ESG** : dans le format et en utilisant le modèle qui sera fournis par le FEI, merci de nous indiquer la manière dont les facteurs Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG) font partie des décisions commerciales du Soumissionnaire (en se concentrant sur les segments commerciaux pertinents couverts par la présente Expression d'Intérêt).

2. PERFORMANCES HISTORIQUES

- 2.1. **Si des modèles de notation sont utilisés** pour l'activité avec les Bénéficiaires Finaux, veuillez fournir (pour chaque modèle utilisé) :
- a) l'échelle principale de notation avec la probabilité de défaut (PD) minimale, maximale et médiane respective par classe de notation, tel que présenté dans le modèle qui sera fournis par le FEI pour des données demandées pour l'étape de Due Diligence;
 - b) les dernières informations de *back-testing* sur le modèle de PD mettant en évidence la fréquence de défauts observés par notation par rapport à la PD modélisée et l'évolution de la fiabilité de ce modèle (par exemple le score de Gini) au cours des 3 dernières années ;
 - c) la migration annuelle des notations (1 an après) pour chaque catégorie de notation pour, au moins, les 5 dernières années, tel que présenté dans le modèle qui sera fournis par le FEI pour des données demandées pour l'étape de Due Diligence;
 - d) les fréquences annuelles de défaut par catégorie de notation pour, au moins, les 5 dernières années, tel que présenté dans le modèle qui sera fournis par le FEI pour des données demandées pour l'étape de Due Diligence ;
 - e) les dernières informations de *back-testing* sur le modèle de « Loss Given Default » (LGD) mettant en évidence la LGD réelle par rapport à la LGD modélisée, tel que présenté dans le modèle qui sera fournis par le FEI pour des données demandées pour l'étape de Due Diligence.
- 2.2. **Si aucun modèle de notation n'est utilisé** pour analyser le risque de crédit des Bénéficiaires Finaux, ou si aucune Probabilité de Défaut (« PD ») n'est associée aux notations utilisées, veuillez fournir pour chaque année de production / octroi des nouveaux crédits (pour au moins les 5 dernières années) :
- a) Le montant total du principal initial des Transactions accordées / crédits signés chaque année (en euros) ;
 - b) Le nombre total de Transactions accordées chaque année; et

- c) Le montant total des défauts pour chaque année suivant la date de signatures des crédits, c'est-à-dire le montant total des encours en capital restant dus au moment du défaut pour les Transactions ayant été signés dans le même année, avec les montants de capital en défaut pertinents indiqués dans l'année respective du défaut par rapport à l'année de signature, tel que présenté dans le modèle qui sera fournis par le FEI pour des données demandées pour l'étape de Due Diligence.
- 2.3. En utilisant le modèle qui sera fournis par le FEI pour des données demandées pour l'étape de Due Diligence, **des données de recouvrement**, par année de défaillance/default des prêts aux Bénéficiaires Finaux : le montant total recouvré an par an (pour les cas ouverts et ceux qui ont été clôturés) à ce jour sur les Transactions défailtantes pendant au moins 5 ans (veuillez fournir plus d'années si possible), sur une base agrégée (et si disponible, veuillez aussi fournir les données ventilées par type de garantie, segmentation interne, produit et/ou de toute autre répartition pertinente à l'interprétation des données de recouvrement).
- 2.4. **Délais moyens** entre l'octroi de la Transaction, le défaut de paiement de l'emprunteur et la fin de la période de recouvrement (y compris lorsque ceci entraîne une radiation de la dette résiduelle pratiquée conformément aux procédures habituelles de l'Intermédiaire Financier), sur une base agrégée (et si disponible, veuillez aussi fournir les données ventilées par type de garantie, segmentation interne, produit et/ou de toute autre répartition pertinente à l'interprétation des données de recouvrement).

3. MESURES DE REALISATION / MISE EN ŒUVRE

- 3.1. **Stratégie globale** de mise en œuvre, stratégie de marketing et de publicité, description des types de produits de prêts à l'investissement dans des actifs corporels, incorporels ainsi que du BFR (dans la limite décrite ci-dessus) ou qui seront nouvellement créés dans le cadre de l'instrument Financier, indication de la nature, du type d'activités et du délai prévu pour la préparation du déploiement, procédures envisagées pour l'octroi et l'inclusion de nouvelles Transactions dans le Portefeuille.
- Description de la stratégie de l'Intermédiaire Financier à financer. A titre d'exemple, l'Intermédiaire Financier pourrait focaliser sa stratégie d'investissement sur les points suivants :
- des TPE-PME plus risquées que sa politique usuelle,
 - des PME actives sur des secteurs spécifiques tels que des marchés à forte valeur ajoutée dans la Région (à titre indicatif : secteur de l'automobile, l'hydrogène, digitalisation, innovation, transition écologique et énergétique, économie sociale et solidaire, etc.).
- 3.2. **Volume Maximum du Portfolio proposé** (taille du Portefeuille) à construire au cours de la Période d'Inclusion, en indiquant l'estimation des montants en principal des Transactions à octroyer au cours de chaque trimestre de la Période d'Inclusion.

3.3. Une indication du niveau du **Volume de Portefeuille que vous attendez au minimum**.

3.4. Détermination du **Transfert du Bénéfice** offert aux Bénéficiaires Finaux :

Il est précisé que l'évaluation des propositions chiffrées des Soumissionnaires dans la Manifestation d'Intérêt est partie intégrante du processus de sélection. Spécifiquement, cela comprend :

a) Quantification de la réduction envisagée de la marge liée au risque qui sera facturée lors des Financements aux Bénéficiaires Finaux. Quantification de la réduction envisagée (le cas échéant) des commissions et autres charges exigées lors de l'octroi d'un financement.

b) Proposition de réduction des cautions/autres garanties exigées (le cas échéant).

Pour chacun des points ci-dessus, le Soumissionnaire doit impérativement donner deux exemples. Ces deux exemples doivent faire référence à des Bénéficiaires Finaux emprunteurs qui ont des qualités de crédit différentes (et donc des primes de risque de crédit et (le cas échéant) des demandes de caution différentes).

3.5. Description de la stratégie de l'Intermédiaire Financier en matière de gestion, organisation (interne et externe) pour assurer un reporting fluide au FEI, de sa capacité à appliquer la réglementation et à garantir une piste d'audit fiable (par exemple, conservation des documents nécessaires pour tracer l'analyse de la taille de l'entreprise ou le respect du taux d'intervention publique ou encore l'existence d'un contrôle interne des process, etc) ainsi qu'à effectuer le reporting conformément aux attendus.

3.6. L'Intermédiaire devra également indiquer son organisation en termes de ressource humaine (équipe dédiée pour la mise en œuvre et suivi de l'Instrument Financier, principaux interlocuteurs, niveau hiérarchique, etc.).

4. DOCUMENTATION KYC

4.1. **Questionnaire fiscal** – dans le format et en utilisant le modèle qui sera fournis par le FEI.

Le FEI se réserve le droit de demander des précisions ou la soumission d'information complémentaires ou additionnelles.

ANNEXE IV - CONDITIONS DE CONFIDENTIALITÉ

Dans le cadre de FOSTER II, certains Intermédiaires Financiers ("IF") candidats à l'Appel à Manifestation d'Intérêt ("Appel") et le Fonds Européen d'Investissement ("FEI") mettront à la disposition l'un de l'autre certaines informations de nature non publique, confidentielle et exclusive. Le présent document (les "**Conditions de Confidentialité**") définit la manière dont le FEI traitera les Informations Confidentielles fournies par les Intermédiaires Financiers, ou pour leur compte, dans le cadre de l'Appel.

1. Engagement de confidentialité – Chacun des Intermédiaires Financiers et le FEI devront:

- a) garder les Informations Confidentielles et ne les divulguer à personne, sauf dans les cas prévus au paragraphe 2 ci-dessous, et s'assurer que ces Informations Confidentielles sont protégées par des mesures de sécurité et un degré de soin qui s'appliquerait à ses propres informations confidentielles ;
- b) n'utiliser les Informations Confidentielles qu'aux fins autorisées ; et
- c) s'efforcer, dans la mesure du raisonnable, de faire en sorte que toute personne à laquelle ils transmettent des Informations Confidentielles (à moins qu'elles ne soient divulguées en vertu du paragraphe 2, points b), c), d) ou f), ci-dessous) reconnaisse et respecte les dispositions des présentes Conditions de Confidentialité comme si cette personne était soumise aux présentes Conditions de Confidentialité.

2. Divulcation autorisée - Chacune des parties peut toutefois divulguer des Informations Confidentielles :

- a) à ses organes de gestion, ses sociétés affiliées, ses dirigeants, ses administrateurs, ses employés, ses représentants, ses conseillers professionnels et (concernant les divulgations par le FEI) à ses prestataires de services et comités d'investissement, dans la mesure nécessaire à la réalisation de l'Objectif Autorisé ou en rapport avec celui-ci, ainsi qu'à ses auditeurs ;
- b) en ce qui concerne les divulgations par le FEI, à la Région Occitanie, à la Commission européenne, à la Cour des comptes européenne et/ou à l'Office européen de lutte antifraude (OLAF), à l'EPPO et à leurs affiliés, dirigeants, administrateurs, employés et conseillers professionnels respectifs, dans la mesure où cela est nécessaire à l'Objectif Autorisé, et à leurs auditeurs respectifs ;
- c) en ce qui concerne les divulgations par le FEI, à la Banque Européenne d'Investissement et à ses sociétés affiliées, dirigeants, administrateurs, employés et conseillers professionnels respectifs, dans la mesure où ces Informations Confidentielles sont pertinentes dans le cadre de contrôles Know Your Customer

présents ou futurs, de vérifications dans le cadre de la Politique du Groupe BEI en matière de LCB-FT, qu'ils soient liés à l'Opération Proposée ;

- (d) (i) lorsque cela est demandé ou exigé par un tribunal compétent ou par tout organe judiciaire, gouvernemental, de surveillance ou de réglementation compétent ou par une ordonnance administrative, (ii) lorsque cela est exigé par ses documents statutaires, ses politiques et procédures internes ou conformément aux traités pertinents, (iii) lorsque cela est exigé par les lois ou réglementations de tout pays dont les affaires relèvent de sa compétence, ou (iv) lorsque cela est exigé dans le cadre et aux fins d'un litige, d'un arbitrage, d'une enquête administrative ou autre, d'une procédure ou d'un différend ou afin de protéger ses intérêts au cours d'une procédure judiciaire ou d'arbitrage ;
- (e) avec le consentement écrit préalable de l'autre partie, qui ne doit pas être refusé de manière déraisonnable; ou
- (f) dans le cadre de la Politique de Transparence du FEI⁴⁰, en vertu de laquelle le FEI peut publier sur son site web les informations relatives à l'approbation de l'opération par le FEI (y compris, en règle générale, un résumé indiquant le nom du projet, la nature de l'opération, l'orientation géographique et les ressources pertinentes gérées par le FEI de l'opération proposée), sauf si l'Intermédiaire Financier s'est spécifiquement opposé à cette divulgation, comme indiqué dans l'appel.

La responsabilité de prouver que la divulgation de toute information est permise en application des Conditions de Confidentialité incombera à la partie divulguant cette information.

3. Notification de la Divulgation Exigée ou Non Autorisée - la partie divulguant (dans la mesure où la loi et ses documents statutaires le permettent) informera l'autre partie de toutes les circonstances de toute divulgation au titre du paragraphe 2, point d), ou lorsqu'il apprend que des informations confidentielles ont été divulguées en violation des Conditions de Confidentialité.

4. Résiliation - Les Conditions de Confidentialité cesseront de s'appliquer aux Informations Confidentielles à la première des deux dates suivantes : a) la date de la signature de la Proposition de Transaction contenant un engagement de confidentialité dans des termes identiques ou similaires à ceux des Conditions de Confidentialité, et b) deux ans après la date à laquelle ces informations confidentielles ont été fournies au FEI.

5. Définitions - Dans les présentes Conditions de Confidentialité :

"*Informations Confidentielles*" désigne toute information marquée comme confidentielle relative à l'Intermédiaire Financier et à l'Opération Proposée, fournie par une partie à l'autre partie ou l'un de ses affiliés ou conseillers, sous quelque forme que ce soit, et

⁴⁰ [EIF Transparency Policy](#)

comprend tout document, fichier électronique ou tout autre moyen de représenter ou d'enregistrer des informations qui contiennent ces informations ou en sont dérivées ou copiées, à l'exclusion des informations qui

(a) sont ou deviennent publiques (autrement qu'à la suite d'une violation des Conditions de Confidentialité) ou

(b) ne sont pas marquées comme confidentielles par l'Intermédiaire Financier en question ou

(c) pour des informations concernant uniquement l'Intermédiaire Financier, sont connues du FEI avant la date à laquelle l'information est divulguée au FEI par l'Intermédiaire Financier en question ou l'un de ses affiliés ou conseillers ou

(d) pour des informations concernant uniquement l'Intermédiaire Financier, sont obtenues légalement par le FEI, autrement que par une source liée à cet Intermédiaire Financier et qui, dans l'un ou l'autre cas, pour autant que le FEI le sache, n'a pas été obtenue en violation d'une obligation de confidentialité et n'est pas autrement soumise à une telle obligation ;

"*Objectif Autorisé*" désigne (a) l'examen et l'évaluation de l'opportunité de conclure ou non l'Opération Proposée ou une autre Transaction avec le même Intermédiaire Financier, (b) toute obligation légale, réglementaire ou revue de notation et/ou de déclaration connexe, et/ou (c) toute procédure interne du FEI ou de la Banque européenne d'investissement, y compris, mais sans s'y limiter, tout contrôle, vérification ou activité de connaissance du client, actuels ou futurs, au titre de la Politique du Groupe BEI en matière de LCB-FT (que ces procédures soient ou non liées à l'Opération Proposée) ; et

"*Opération Proposée*" désigne un accord de garantie entre le FEI et l'Intermédiaire Financier.

6. Droit applicable et juridiction - Les Conditions de Confidentialité, ainsi que toutes les obligations non contractuelles qui en découlent ou qui y sont liées, sont régies par le droit luxembourgeois et interprétées conformément à celui-ci. Tout litige découlant des Conditions de Confidentialité ou en rapport avec celles-ci sera soumis à la compétence des tribunaux du Luxembourg.